

Pierre BROSSARD

MAGISTERE
"Aménagement" 3^{ème} année

ANNEXES

Etude Stratégique de positionnement

Opération Grand Site

Projet d'Ensemble

Patrimoine mondial

Année 2003 – 2004

Enseignant-conseiller

François BOTTE

- SOMMAIRE

- ➡ **ANNEXE 1** : *Planning prévisionnel des différents acteurs entretenus*
- ➡ **ANNEXE 2** : *Questionnaire projet OGS – d'Ensemble et Patrimoine Mondial*
- ➡ **ANNEXE 3** : *Traitement par idée des acteurs des projets*
- ➡ **ANNEXE 4** : *Règlement d'usage du label Grand Site de France*
- ➡ **ANNEXE 5** : *Etude TAD : « extrait » concernant le positionnement de l'ERGC*
- ➡ **ANNEXE 6** : *Articles de presse*
- ➡ **ANNEXE 7** : *Programme du colloque du Réseau des Grands Sites de France, Baie de Somme, Juin 2004*



- ANNEXE 1

Période : Juillet 2004

	M	J	V	L	M	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	J	
	Période : Juillet 2004																
	Listes des personnes Entretenu.es + fonctions																
16	Mme Pillias – MEDD ; <i>Heure ⇨</i>																
17	M. Ughetto – Maire d'Ornac l'Aven ; <i>Heure ⇨ 14h30 Coopérative Orgnac</i>																
18	M. Brodovitch – inspecteur sites ; <i>Heure ⇨ 10h par Tél.</i>																
19	Mme Baffier – Scientifique Chauvet ; <i>Heure ⇨</i>																
20	M. Avezard – CG (Tourisme) ; <i>Heure ⇨ 14h</i>																
21	M. Martin – Sous-préfecture Largentière ; <i>Heure ⇨ 10h30 Préf.</i>																
22	M. Mangeant – Directeur du CDT ; <i>Heure ⇨</i>																
23	M. Lavie – Président SIGARN ; <i>Heure ⇨ 14h30 Mairie ST-Remèze</i>																
24	M. Boule – CG (Fonds Européens) ; <i>Heure ⇨ 15h au CG</i>																
25	M. Pivert – Président de l'AGP ; <i>Heure ⇨</i>																
26	M. Perrusset – Pays "AM" ; <i>Heure ⇨ 8h30 Laveade (ancienne gare SNCF)</i>																
27	M. Terrasse – Elu CG – canton de Bourg St Andéol ; <i>Heure ⇨</i>																
28	M. Mouton – CCI – Ardèche ; <i>Heure ⇨</i>																
29	M. Bernard Bonin – Elu CG – canton de Valgorge ; <i>Heure ⇨ 9h CC de Joyeuse</i>																
30	M. Divol – Elu CG – canton de Vallon ; <i>Heure ⇨ 15h30 au CG</i>																
31	M. Arnou – Conseillé régional vert ; <i>Heure ⇨ 17h par Tél.</i>																
32	M. Pecqueur – Professeur Grenoble ; <i>Heure ⇨</i>																

[illegible]

[illegible]

	NOM	FONCTION(S)	COORDONNEES	LOCALITE(S)
INSTITUTIONNELS ET POLITIQUES				
1	BUIS	Directeur SIGARN	04 75 98 77 31	Saint-Remèze
2	BAFFIER	Equipe scientifique projet Chauvet	04 75 88 12 76	?
3	HUMEZ	Maire	04 75 98 78 36	Saint-Martin- d'Ardèche
4	PESCHIER	Maire – loueur de canoës	04 75 88 02 06	Vallon-Pont-d'Arc
5	TREMBLEY	Animateur "Pays Ardèche Méridionale"	04 75 38 08 03	Lalevade
6	PERRUSSET	Animateur "Pays Ardèche Méridionale"	04 75 39 28 67	Lalevade
7	LAVIE	Maire et Président du SIGARN	04 75 04 12 24	Saint-Remèze
8	BONIN	Maire – Conseillé général – Président CC de Joyeuse – Vice président du CG chargé de l'envi./agri.	06 84 82 48 95	Valgorge
9	BOURETZ	Directeur SAC	04 75 37 82 20	Vogüé
10	UGHETTO	Directeur de l'Aven d'Orgnac	04 75 38 65 10	Orgnac-l' Aven
11	ORCEL	Responsable service développement – Comité Départemental Tourisme	04 75 64 04 66	Privas
12	DIVOL	Conseillé général	04 75 88 42 47	Vallon-Pont-d'Arc
13	MANGEANT	Directeur CDT	04 75 64 04 66	Privas
14	MOUTON	CCI Ardèche	04 75 35 85 00	Privas
15	SOLIGNAC	Conseillé Régional R-A (PS)	04 72 59 40 00	Région
16	ARNOU	Conseillé Régional (Vert)	04 75 35 29 91	Aubenas
17	PECQUEUR	Professeur – spécialiste en Développement Local	?	Grenoble
18	UGHETTO	Maire d'Orgnac	?	Orgnac
19	ABERLENC	Professeur – Spécialiste de l'entomofaune au CIRAD	04 75 88 17 12	Montpellier / Vallon- Pont-d'Arc
20	BONETIN	Président du SAC	04 75 37 82 20	Vogüé
21	CERRE	Maire	04 75 88 02 64	Salavas
ASSOCIATIONS				
22	BOURDEAU	Président association loueurs de canoës Vallon-Pont-d'Arc	04 75 88 00 22	Vallon-Pont-d'Arc
23	PERRAYON	Administrateur FRAPNA Ardèche	04 75 93 41 45	St-Etienne de Fontbellon
24	CAMPING	L'AHCP		
25	ABERLENC	Membre FRAPNA Ardèche	04 75 88 17 12	Montpellier / Vallon- Pont-d'Arc
26	JACQUEMAR	Président FRAPNA Ardèche	04 75 93 41 45	St-Etienne de Fontbellon
27	?	RANDONNEE	?	
28	?	Centre Ornithologique Rhône-Alpes	04 75 35 55 90	St-Etienne de Fontbellon

29	ROULETTE	Président association propriétaires de la RN	04 90 25 43 18	St-Martin-d'Ardèche
30	PIVERT	Président de l'AGPA		Labastide-de-Virac
31	TASTEVIN	Président association Collectif 2000	04 75 98 70 27	Vallon-Pont-d'Arc
32	TOCINO	Président du comité départemental de spéléologie	04 75 38 65 10	Orgnac l'Aven

SERVICES TECHNIQUES DU DEPARTEMENT

33	SAVATIER	DGA Développement	75 30	Privas
34	SANTOS	DGA Infrastructures et Transports	79 10	Privas
35	BREYSSE	Directeur de cabinet	77 01	Privas
36	ROUSSELLE	DGS	77 20	Privas
37	ROCHE	Directeur aménagement du territoire et environnement	75 47	Privas
38	SAUTIERE	Chef du service environnement	75 42	Privas
39	BOULLE	Service politiques territoriales (fonds européens)	75 31	Privas
40	BON	Directrice ERGC	97 42	Privas
41	BROSSAUD	Directeur affaires culturelles et patrimoine	79 30	Privas
42	CG du Gard	Conseillé général canton de Pont-St-Esprit	?	?
43	HACQUES	Chargé de mission UNESCO projet Chauvet	06 83 11 10 99	Grenoble
44	VIGNE	DGA Culture	97 72	Privas
45	AVEZARD	Chef du service Tourisme	75 28	Privas
45	DI RUSSO	Contrat Globaux de Développement	75 48	Privas

SERVICE DE L'ETAT ET MEDD

47	DESARMAGNAT	Chef du bureau environnement - Préfecture de Privas	04 75 66 51 40	Privas
48	TODESCHINI	Secrétaire général sous-préfecture Largentière	?	Largentière
49	PILLIAS	MEDD - CSS	06 74 83 47 65	Paris
50	BRODOVITCH	CSS – inspecteur sites grand SE	01 40 81 92 57	Paris
51	CHENOT	Chargé de mission "sites et paysages" DIREN R-A	04 37 48 36 45	Lyon
52	BAFFIER	Conservatrice grotte Chauvet – DRAC et Equipe scientifique	04 75 88 12 76	?
53	GAUCHELIN	Inspectrice des sites – DIREN R-A	04 37 48 36 79	Lyon
54	MARTIN	Sous-préfecture de Largentière	04 75 89 90 90	Largentière

55	DEMULSANT	DDE (Responsable service urbanisme, aménagement et environnement)	04 75 65 50 30	Privas
56	MARTIN	Contrôleur de légalité Sous-Préfecture de Largentière	?	Largentière



- ANNEXE 2

- ANNEXE 2 : Questionnaire projets OGS – d'Ensemble et UNESCO

l propos de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche (1993 – 1998)

▷ *Connaissance du sondé (Nom, prénom, fonction(s), mission(s)) ?*

1. *Connaissez vous l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche ? Qu'est-ce qu'une OGS selon vous ? Quelle est sa finalité ?*
2. *Quel est selon vous le périmètre cohérent des gorges de l'Ardèche pour appliquer cette opération ? (l'Aven d'Ornac en fait-il parti ?)*
3. *Quels sont les points de blocages selon vous qui peuvent expliquer l'échec relatif de la première OGS (au vu des dépenses prévues se situant à hauteur de 22 MF, seul 13MF ont été dépensé et, de part la non réhabilitation de la Combe d'Arc qui fut pourtant jugée comme étant l'action prioritaire de la charte de 1993) ?*
4. *Avez vous le sentiment que cette opération se soit réalisée en concertation ? (absence de consensus, de projets fédérateurs)*
5. *Aujourd'hui, l'heure est à l'élaboration de la deuxième charte OGS ? Le saviez vous ? Quelles propositions seriez vous prêt à faire ?*
6. *Estimez vous que l'OGS est un projet important pour le territoire des gorges de l'Ardèche ? (notamment dans l'optique de l'attribution du label Grand Site de France)*

propos du projet Chauvet (d'Ensemble : Combe d'Arc + ERGC) et UNESCO 2003

7. *Connaissez vous le projet Chauvet dit d'Ensemble ?*
8. *Le Département de l'Ardèche a pris la décision en 2003 de jumeler en un : les projets ERGC et réhabilitation de la Combe d'Arc pour former le projet dit "d'Ensemble". Qu'en pensez vous ?*
9. *Comment voyez vous la relation (en terme de projets) entre le projet Chauvet et l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche ? Vous paraît-elle cohérente, confuse ?*
10. *Une DUP est en cours d'élaboration : vous semble t-elle justifiée ? (au regard du périmètre du projet d'ensemble et, notamment du choix du site de l'ERGC)*
11. *La possibilité de classer ce périmètre au patrimoine mondial vous paraît-elle cohérente ?*
12. *Avez vous le sentiment que le projet ce soit fait en concertation ?*
13. *Constatez vous un manque de relais chez les politiques (prise de décision sur ces projets) et la population ?*
14. *Comment voyez vous l'avenir du territoire des gorges de l'Ardèche à court, moyen et long terme au regard de ces différents projets ?*
15. *L'intercommunalité permet-elle selon vous d'avoir une approche plus solidaire du territoire ?*
16. *Pensez vous qu'un ou des sujets importants n'ont pas été abordés lors de cet entretien ?*



- ANNEXE 3

- ANNEXE 3 : Traitement des idées entretiens projets OGS – Chauvet et UNESCO

Logiquement les noms entre parenthèse auraient du désigner les idées principales des personnes entretenues ;

En rouge dans la colonne de droite est mentionné le total, par question, du nombre de personne ayant exprimé la même idée ;

Pour des raisons de confidentialité ces noms ont été enlevés...

A propos de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche (1993 – 1998)

⇒ *Connaissance du sondé (Nom, prénom, fonction(s), mission(s)) ?*

[Voir fiche acteurs / planning prévisionnel]

⇒ *Acteur ayant refusé de s'exprimer : Un acteur.*

1. Connaissiez vous l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche ? Qu'est-ce qu'une OGS selon vous ? Quelle est sa finalité ?

1. Oui (...)	21
2. Etablir une démarche transversale de mise en valeur de ce site et non pas sectorielle (...)	14
3. Une appropriation par les locaux (...)	1
4. Faire concilier la préservation du patrimoine naturel avec la fréquentation touristique (...)	6
5. Instaurer une zone de protection environnementale de qualité (...)	1
6. Ne sais pas (...)	7
7. J'en ai une connaissance très informelle (...)	2
8. C'est l'aménagement du site du Pont-d'Arc (...)	1
9. C'est une grosse interrogation pour moi : j'espère qu'on va limiter les dégâts sans les augmenter (...)	2
0. C'est voir avant tout comment fonctionne un site (...)	1
1. C'est également une tentative de faire rejoindre des intérêts particuliers et l'intérêt général (...)	1
2. C'est le "serpent de mer" qui revient régulièrement... (...)	1
3. On l'a sent au dessus de nos têtes mais sans la connaître, des trucs réglés dans les bureaux... (...)	2
4. J'aimerais bien qu'on nous le dise car il y a de grandes ambitions derrière... (...)	1
5. L'Etat a joué petit bras en laissant certes les CT expérimenter mais sans les aider (...)	1
6. Eviter que des sites emblématiques se dégradent sans figer le territoire (...)	3
7. C'est maintenir le fond de commerce tout en évitant de manger son capital (...)	1
8. Améliorer l'existant dans un grand site tout en le valorisant (...)	1
9. C'est une opération de requalification d'un site ou d'un ensemble dont l'objectif est l'amélioration, dans le cadre d'une démarche partenariale avec l'Etat et porté par les collectivités locales, ceci par une gestion pérenne dans l'optique d'une préservation et d'une valorisation au sens de développement (...)	3
0. Valoriser un site sur le plan environnemental, culturel et économique par des actions et des partenariats (...)	1
1. Un repaysage du site actuel (...)	1
2. Ca correspond à des lieux vitrines dans une démarche et une logique de développement durable (...)	2
3. C'est installer un tourisme durable, de qualité pour améliorer l'image du site et supporter des flux touristiques (...)	1
4. C'est une opération de territoire qui vise à développer un projet global pour harmoniser toutes les compétences : un projet de territoire (...)	1

25. C'est un label national délivré par les services de l'Etat pour mettre en avant des aménagements touristiques, la préservation de l'environnement et promouvoir une économie durable (...)	2
26. C'est une démarche méthodologique en vue d'une concertation / appropriation par les acteurs locaux (...)	1
27. Une gestion équilibrée d'un site dans le cadre du développement durable (...)	2
28. C'est une opération qui vise à réunir autour d'un programme coordonné un ensemble d'acteurs qui désirent protéger un site naturel soumis à une fréquentation importante (...)	2
29. Garder l'homme dans l'écosystème pour préserver le milieu (...)	1
30. Garder l'intégrité du site et rien d'autre (...)	1

2. Quel est selon vous le périmètre cohérent des gorges de l'Ardèche pour appliquer cette opération ? (l'Aven d'Orgnac en fait-il parti ?)

1. Oui (...)	20
2. Ne sais pas (...)	4
3. Non (...)	4
4. Le périmètre serait celui de la RN + site classé + villages du plateau + l'Aven d'Orgnac (...)	12
5. Sur le territoire de la RN mais sans l'Aven d'Orgnac (...)	1
6. Orgnac + vallée de l'ibie + Site classé + RN et les communes du plateau + païolive (...)	6
7. Les communes de part leur localisation géographique délimitent presque naturellement le périmètre de l'OGS (...)	3
8. Orgnac : si vous demandez aux vallonais ils vous diront non (...)	1
9. Sur le site du Pont-d'Arc (...)	1
10. L'Ibie est une vallée exceptionnelle qui s'est préservée, elle est riche pour son patrimoine faunique et floristique, culturel avec ses grottes préhistoriques et paysager (...)	2
11. Pour qualifier un périmètre, on doit prendre en compte certains critères comme : l'écologie, la géologie, le territoire, le paysage, la réglementation... (...)	2
12. L'effet pervers des périmètres est un problème bien connu : "une fois dedans j'arrête de réfléchir !" (...)	1
13. Cette opération doit être couplée avec les opérations Natura 2000 (...)	1
14. L'évolution récente montre qu'il faut intégrer Orgnac pour desserrer la pression des gorges sur un territoire plus large (...)	1
15. Orgnac : c'est une forme déguisée de mise en valeur commerciale d'une grotte, on a promu un guichet (...)	1
16. D'un côté il ne faut pas fermer l'OGS ni la surdimensionner cependant il est vrai qu'il existe des liens sur différents plans entre Orgnac et les gorges (...)	2
17. Oui mais pour le reste, je ne sais pas... (...)	1
18. C'est un des fleurons de l'environnement karstique des gorges connu mondialement ; il y a un lien fondamental entre tout ce qui est karstique et les gorges donc sur le fond oui Orgnac en fait parti (...)	1
19. C'est vrai cependant qu'il y a un problème d'accessibilité à ce site (...)	1
20. Il faut un territoire naturel : le canyon + le plateau des gorges avec l'ouverture sur la vallée du Rhône (...)	1
21. Il y a une pertinence à garder deux produits touristiques différents en terme de marketing territorial : Orgnac et les gorges d'ou l'OGS devrait se faire sur le Pont et la Combe d'Arc (...)	1
22. Il faut repérer les enjeux pour chaque site puisque le but est de déterminer un équilibre entre ces mêmes enjeux (...)	1
23. Il faut les associer opérationnellement par exemple : « associer les flux touristiques du secteur avec l'émergence d'une intercommunalité de projet » (...)	1
24. Il y a une cohérence paysagère chez les communes du plateau et à ses abords : c'est une entrée minimum car après on peut également trouver de la cohérence au niveau de critères sauciaux, économiques, politiques... (...)	1

3. Quels sont les points de blocages selon vous qui peuvent expliquer l'échec relatif de la première OGS (au vu des dépenses prévues se situant à hauteur de 22 MF, seul 13MF ont été dépensé et, de part la non réhabilitation de la Combe d'Arc qui fut pourtant jugée comme étant l'action prioritaire de la charte de 1993) ?

1. Une non appropriation du projet par les locaux (...)	4
2. Ne sais pas (...)	4
3. Un problème clair d'identification du MOA, financièrement et sur la gestion également (...)	10
4. La faiblesse du portage politique à tous les niveaux (...)	7
5. Le Département ne possède pas "la culture de projet" (...)	3
6. La communication (...)	5

7. Il faut une plus forte implication de l'Etat (...)	1
8. Des objectifs peu explicites (...)	1
9. "Une guerre sur qui voulait être le chef", conflits d'intérêts particuliers, de personnes (...)	12
10. L'instauration de la zone tampon (...)	1
11. Le droit du sol est un pouvoir local (...)	1
12. Opérations qui n'avaient rien à faire dedans, argent mal utilisé : maison de la réserve, office de tourisme et gendarmerie (...)	6
13. Une trop forte appropriation du site par les vallonnais, demain si rien n'est fait on retrouvera cette même problématique dans la seconde OGS ! (...)	5
14. Problème de gestion et de statut du SIVA (...)	5
15. Les loueurs de canoës et autres professionnels du tourisme, ces gens là ne visent que la quantité et pas la qualité et, n'ont pas conscience de la richesse et de la dégradation du milieu (...)	4
16. Un manque d'articulation, de cohérence entre les différentes structures territoriales (...)	2
17. Les ardéchois n'ont malheureusement pas conscience de la richesse de leur patrimoine (...)	1
18. La D 290 où il n'y a pas eu de réponse consensuelle (...)	1
19. Les gaffes du projet Chauvet (...)	1
20. L'idée chez beaucoup qu'on ne sera plus maître chez nous (...)	2
21. On n'avait pas le terrain pour la mettre en œuvre avec une bonne équipe, une structure territoriale cohérente... comme il y a aujourd'hui avec le SIGARN (...)	2
22. Un conflit de cultures à l'époque entre les services de l'Etat et les collectivités territoriales : on était encore tôt dans l'esprit décentralisation (...)	2
23. On n'est pas attentif à la durabilité de nos actes (...)	1
24. Le Département n'avait pas du tout l'intention de consulter la région (...)	1
25. Il y a un empilement de structures administratives sur ce territoire (...)	2
26. Il y a environ 150 plans d'actions sur le pays Ardèche Méridionale mais absolument rien la dessus (...)	2
27. Les leaders, Malusi et le sous-préfet de l'époque, étaient les chevilles ouvrières du projet pour le SIVA et le Département : ces gens là sont partis (...)	1
28. L'homme n'avait pas sa place dans la première OGS : volonté de sanctuariser ce territoire (...)	1
29. Il y a un manque de réseau, de synergies des pôles de développement touristiques et culturels (...)	2
30. Une absence de maîtrise foncière de la collectivité publique, du Département, pour la maîtrise des activités sur site (...)	1
31. Des réunions oui mais pas quand tout est décidé ! (...)	1
32. Pas de vision totale des acteurs du territoire (...)	1
33. A l'époque, le SIVA signait et ceux qui décidaient été le sous-préfet, la DIREN et le Département (...)	1
34. Il fallait toujours mettre en avant une carotte pour que les projets passent ! Je n'ai jamais vu un bon projet se faire sans financement... (...)	1
35. L'OGS est une pompe à fric et on ne s'attaque pas aux priorités, changeons ces comportements (...)	1
36. Une opération portée par l'Etat mais non portée par les élus locaux (...)	1
37. Sans portage politique pas de portage financier c'est automatique ! (...)	1
38. La pression continue des acteurs économiques qui poussent à l'immobilisme car on menace certaines de leurs activités (...)	2
39. Les seules opérations créées ont été des opérations d'aménagements touristiques (...)	1
40. On a voulu évincer le monde associatif et les syndicats de cette opération (...)	1
41. Les élus sont seuls face à de fortes pressions locales, c'est toujours la même situation en Ardèche (...)	1
42. Une opposition de Vallon contre le reste du territoire des gorges (...)	1

4. Avez vous le sentiment que cette opération se soit réalisée en concertation ? (absence de consensus, de projets fédérateurs)

. Non, il n'y a pas eu de concertation ni en amont ni en aval (...)	14
. Oui mais ça n'a pas été suffisant, nous n'avons pas fait les bon choix du fait d'un système trop nébuleux (...)	6
. Oui sur le territoire de la RN, de part l'obligation de demander l'avis du comité consultatif, mais non sur le périmètre du site classé car absence de comité (...)	1
. Il y a eu des le départ des ragots, des contentieux qu'on a pas su éteindre assez rapidement (...)	1
. Manque de courage politique de la part des élus (...)	1
. Ne sais pas (...)	7
. Il n'y avait pas un réel besoin localement (...)	1

8. Il n'y a jamais eu d'OGS car les infrastructures réalisées n'avaient pas à être réalisées dans ce type d'opération : c'est pourquoi nous n'avons pas financé (...)	1
9. Beaucoup de personnes ont été mobilisés mais peu ont travaillé à faire avancer la machine aussi, bien techniciens qu'élus (...)	1
10. Il y a eu des zones de résistances comme ceux qui tiennent les commerces (...)	1
11. Le Département et le SIVA ont voulu prendre les choses en main (...)	1
12. Administrativement oui mais pas avec la population (...)	1
13. On n'a pas voulu qu'on participe à son élaboration (...)	1
14. On a besoin de l'ensemble des partenaires dans ce genre d'opération et de plus de transparence car il s'agit d'argent public donc ça doit être public (...)	1

5. Aujourd'hui, l'heure est à l'élaboration de la deuxième charte OGS ? Le saviez vous ? Quelles propositions seriez vous prêt à faire ?

1. Oui (...)	22
2. Non (...)	6
3. Je propose la mise en valeur du Pont d'Arc (...)	8
4. Améliorer l'image (...)	6
5. Un chemin piétonnier touristique à vocation pédagogique sur la D 290 et il faudrait casser l'image de ce parc de loisir (...)	3
5. Le projet d'Ensemble sera la première mesure phare de réhabilitation ; faut passer à une logique de démonstration mais intégrer ce projet dans l'OGS... je ne sais pas ; de plus le SIGARN est l'opérateur idéal pour cette opération (...)	1
7. Il faudrait transformer le SIGARN en syndicat mixte (...)	6
8. Le SIGARN ne sera pas le MOA car il n'en a pas les moyens actuellement, le gestionnaire ? Je ne sais pas (...)	1
9. Je voudrais une bonne qualité environnementale sur plusieurs sites, comme le site de Sauze, pour une meilleure image des gorges (...)	1
10. Accentuer la sensibilisation et la pédagogie de l'environnement (...)	2
1. Ouvrir un troisième bivouac en rachetant le camping des templiers car il faut tenir compte de l'évolution de la fréquentation et des deux autres bivouacs qui vont être baissés (...)	1
2. Le réaménagement de la Combe d'Arc fera t-il parti de l'OGS ? (...)	1
3. Il ne faut pas enlever tous les commerces de la Combe d'Arc (...)	1
4. Développer, dans le cadre de l'OGS, un pôle sur les énergies renouvelables (...)	1
5. Il faut que l'Etat et le conseil général s'implique fortement pour faire respecter l'intérêt général (...)	2
6. Les élus aujourd'hui : on est tous prêt à y aller (...)	1
7. Régler le problème des quads (...)	2
8. Accentuer la communication, le dialogue, l'adhésion, autour du projet (...)	5
9. Informer toutes les communes car certaines ne l'ont pas été (...)	1
10. Créer la zone tampon qui servira de palier intermédiaire (...)	7
1. Il faudrait un échelon stratégique supra communal mais qui serait prêt à le faire ? (...)	2
2. Pour la zone tampon, ça pourrait prendre la forme d'un PLU intercommunal mais je n'ai jamais encore vu une commune déléguer à un EPCI sa compétence Droit du sol ! Ou bien par le pays "Ardèche Méridionale" établir un SCOT qui fixe des objectifs plus souples en terme de zonage (...)	2
3. Mettre en réseau tous les acteurs, des sites du périmètre (...)	5
4. Organiser et arrêter l'utilisation anarchique du site (...)	1
5. Une MOA multiple mais avec un MOA principal : le conseil général (...)	4
6. L'escalade est devenu un grave problème pour la faune, les rapaces nicheurs et, la flore, arrachage (...)	1
7. Il faudrait au moins interdire la moitié des falaises à l'escalade car les rapaces ne peuvent plus nicher, les falaises étant toutes grimpables : ils n'ont plus le droit d'exister ? (...)	1
8. Associer à ces mesures un gardiennage plus important et dissuasif (...)	1
9. Perdre cette habitude des coupes à blanc et laisser repousser les chênes tout les 300 ans car ceux ci sont anormalement petit (...)	1
10. Ne pas enlever le bois mort (...)	1
1. Maintenir une certaine forme d'agriculture pour garder le milieu ouvert (...)	1
2. Régler le problème de toute la faune ripicole, se situant à environ 2 mètres de part et d'autre du cours d'eau, sur le linéaire des gorges qui ne supporte pas le piétinement (...)	1

33. Une réserve naturelle, sa gestion, se pense sur plusieurs siècles et non pas sur 5 ans (...)	1
34. En terme de méthode : – Mettre sur la table les points forts et les points faibles en sortant de l'espace Combe d'Arc – Améliorer le tourisme de qualité – Sortir de la logique d'équipement et voir comment on veut faire de cet espace de restitution un moyen, un levier, pour changer les choses (...)	1
35. Créer des projets réels de développement local et non pas concentrés sur certains territoires, type Vallon, et, suivant les principes du développement durable (...)	2
36. Ce serait immoral de mettre 12 millions d'€ pour le développement d'une seule commune ! (...)	1
37. C'est la condition impérative pour que la région accorde les 10 millions d'€, demandés par le conseil général, pour l'OGS et l'ERGC (...)	1
38. Sur le plan social par exemple : on ne peut plus se loger aujourd'hui en basse Ardèche d'où comment créer de l'emploi ? (...)	1
39. Vérifier que la charte pays, qui est terminée, et celle de l'OGS, en cours, vont dans le bon sens, sont cohérentes (...)	2
40. Pour partager l'action, il faut partager l'information : là on ne la même pas fait ! Organisons des rencontres, des tours de tables pour instaurer une vraie passerelle entre le territoire des gorges et le pays (...)	3
41. "A projets exceptionnels managment exceptionnel" (...)	2
42. Travailler sur la structure porteuse du projet tout en se fixant des objectifs (...)	1
43. Identifier clairement qui fait quoi ! (...)	3
44. Le Département doit être présent mais ne pas faire du développement local de Privas ! Il faut garantir la solidarité envers les acteurs locaux : au niveau technique, financier mais pas en terme d'influence sur les projets mais en tant que bailleurs de fonds (...)	1
45. Si il y a des problèmes à résoudre ce doit être sur Vallon car les autres communes n'ont pas de problèmes (...)	1
46. Faire de la route touristique des gorges une vraie route touristique, avec son interprétation... (...)	1
47. Le problème de la circulation, des flux, à tous les niveaux : conflits entre piétons/cyclistes et automobiles dangereux pour la vie des personnes et problématique en dans l'appréhension du paysage du site (...)	6
48. A qui doit revenir la compétence de l'entretien du site du Pont-d'Arc vu l'incompétence manifeste du SIGARN ? Ça dérange la commune et c'est sur des propriétés privées (...)	2
49. Organiser des événements culturels sur différents thèmes : préhistoriques, paysagers... (...)	1
50. Garder l'image sauvage de ce territoire c'est ce que les gens veulent (...)	1
51. Pour pouvoir arriver à quelque chose de concret : établir un comité de pilotage large qui se réunisse au moins deux fois par an sous la forme d'une assemblée générale regroupant l'ensemble des partenaires de l'opération (...)	2
52. Puis un comité de pilotage des financeurs, plus décisionnel, des opérations (...)	1
53. Un comité de rédaction, technique, d'experts car pour rédiger il faut des spécialistes sans pour autant que cela soit définitif car on pourra réorienter le tir face au comité de pilotage (...)	1
54. Identifier un coordonnateur et un gestionnaire de l'OGS : qui va prendre le relais de porter cette opération auprès de tous les acteurs ? (...)	1
55. Améliorer l'entretien du site : ordures... (...)	3
56. Ca dépend des loueurs de canoës... (...)	1
57. Faire de la concertation sur les projets (...)	1
58. Depuis qu'ils ont fermés Gaud c'est devenu n'importe quoi : on ne peut plus se garer (...)	1
59. Il ne faut pas que cela gêne trop les gens (...)	1
60. Mettre en place une cohérence des espaces touristiques valorisés (...)	2
61. Maîtriser le foncier en instaurant des documents d'urbanismes sur les communes non pourvues (...)	2
62. Faut profiter, de Chauvet qui sera une nouvelle vitrine du département, pour cibler une nouvelle clientèle, plus qualitative, qui ne serait pas venu en Ardèche : plus culturelle, à plus forte valeur ajoutée et en hors saison (...)	1
63. L'enjeu d'une vitrine est de renvoyer les touristes sur d'autres territoires en établissant des synergies, des mises en réseaux (...)	2
64. Ces projets : Chauvet et OGS ont pour dimension d'irriguer toute l'Ardèche méridionale qui se situe approximativement à environ trois quart d'heure des gorges de toute part (...)	1
65. Il faut développer et créer une liaison entre les filières : les villages de caractères, patrimoine protestant... et le site des gorges, exemple du projet des Maisons de l'Ardèche (...)	2
66. Il faut lancer des études prospectives, d'impacts socioéconomiques de Chauvet sur le territoire des gorges qui l'entoure (...)	1
67. Nettoyer les abords de la route touristique (...)	1
68. Mettre en place une signalétique spécifique des gorges pour une meilleure identification du territoire des gorges, comme espace cohérent dans lequel le visiteur entre (...)	1
69. Décongestionner la D 290 sur les deux rives du plateau (...)	1
70. Que chacun des maires disent ce qu'ils ont à dire autour d'une table (...)	1
71. Mettre en place une structure intercommunale en vue d'organiser le territoire (...)	1
72. Faire des études précises sur l'existant pour en repérer les dysfonctionnements (...)	2

73. Mettre en place des moyens de transport plus doux type vélo... (...)	1
74. Développer l'explication et l'interprétation du site (...)	2
75. Il faut d'abord que tout le monde joue carte sur table : qu'est-ce que les autres sont prêt à faire ? (...)	1
76. Une étude de fréquentation du site (...)	1
77. Redonner la place aux piétons dans le site et mieux les répartir (...)	1
78. Régler le problème du portage politique : le SIGARN semble être la seule entité légitime politiquement, moralement et en terme de gestion pendant et après la réalisation des travaux (...)	1
79. Mettre un vrai plan de communication en place conçu par des professionnels (...)	1
80. Ne pas faire d'aménagement là où il faudrait en faire le moins possible (...)	1
81. Rien à proposer car les données du problème n'ont pas été faites avec l'ensemble des partenaires... On ne fait pas de proposition a priori (...)	1
82. Etendre le site classé du Pont d'Arc à la vallée de l'Ibie (...)	1

6. Estimez vous que l'OGS est un projet important pour le territoire des gorges de l'Ardèche ? (notamment dans l'optique de l'attribution du label Grand Site de France)

1. Oui c'est important (...)	28
2. Ne sais pas (...)	2
3. Cette opération à vocation à être un projet de territoire, ce n'est pas qu'une simple opération de réhabilitation (...)	6
4. Le label à la rigueur on n'en a pas besoin car on est déjà connu (...)	2
5. Il faut exiger de nouveaux comportements (...)	4
6. Nous devons devenir un territoire exemplaire, de référence autour de ce label (...)	5
7. Il faut être ambitieux aujourd'hui car on est entrain de s'appauvrir (...)	2
8. Est-ce que les gens se déterminent au niveau d'un label ? (...)	1
9. Le CDT et le CRT joueront-ils le jeu de la diffusion, de la promotion de ce label ? (...)	1
10. Oui si il s'agit bien de rendre impossible toutes ces menaces qui pèsent sur cet espace remarquable (...)	1
11. Les gens viennent pour la sauvagerie de cet espace alors ne la tuons pas (...)	1
12. Ca voudra dire un effort considérable de Vallon (...)	1
13. Les acteurs locaux désirent-ils réellement atteindre cette ambition ou bien veulent-ils seulement se contenter de l'existant ? (...)	2
14. Le label signifie une forte exigence en terme de gestion, de qualité (...)	6
15. Garder une dimension raisonnable des projets, pas de mégalomanie, surtout chez les bureaux d'études (...)	1
16. C'est un secteur sensible sur le plan environnemental avec des pressions touristiques tout autour (...)	1
17. Il faut la faire pour bien se placer au niveau mondial (...)	2
18. Si c'est dans le sens d'une amélioration de la qualité : OK (...)	1
19. Cela permettrait de créer le premier noyau qualitatif du territoire du sud de l'Ardèche : le Pont d'Arc et la combe, Chauvet, Orgnac... la première pierre d'un édifice plus globale et qualitatif sur l'ensemble du territoire de l'Ardèche méridionale (...)	2
20. Il faut devenir un territoire de qualité (...)	2
21. Pour cela un effort doit être fait sur les emplois touristiques, les structures/équipements, un niveau de formation supérieur par rapport à la clientèle étrangère : savoir parler plusieurs langues... (...)	1
22. L'enjeu est de générer, derrière la préservation du site, de l'économie et du développement local par le tourisme : de passer d'une économie hyper saisonnière à une économie annualiser de 7 à 8 mois (...)	2
23. C'est par l'industrie touristique que se grefferont ces effets structurants : en confortant l'existant pour créer d'autres emplois, dans d'autres domaines économiques comme les technologies nouvelles, les services publics avec les écoles... (...)	1
24. Chauvet et l'OGS doivent être un révélateur, un coup de projecteur pour l'ensemble de ce territoire donc il faudra être prêt ! (...)	1
25. Des études montrent que sur d'autres grands sites, dans les 5 ans qui ont suivit l'ouverture du projet, cela a fait disparaître beaucoup de sites visités aux alentours : un phénomène de vampirisation car le territoire n'était pas prêt ! (...)	1
26. Cela nous permettrait d'avoir une bonne signalétique, donc un site structurant au niveau départemental (...)	1
27. C'est vital : c'est la clé de la réussite (...)	1
28. Les études touristiques montrent que la fréquentation touristique devrait doubler d'ici 20 ans, c'est mécanique donc il faudra être prêt en terme de marketing environnemental chose qui n'est pas le cas actuellement (...)	1

29. Le volet environnemental aujourd'hui dans le tourisme est fondamental ! Et cela ne figure pas dans le Schéma Départemental de Développement touristique qui ne prend pas en compte l'impact environnemental des pratiques touristiques (...)	1
30. Garder une bonne image du site, donc prendre en compte les mesures qui vont dans le sens d'une gestion concertée et organisée, tourisme durable : c'est bon en terme de marketing touristique (...)	1
31. Il faut sortir de cette économie de cueillette (...)	1
32. Les acteurs du territoire doivent prendre leur destin en main par rapport à l'avenir de leur territoire (...)	1
33. L'OGS n'est qu'un outil, un moyen pour y arriver (...)	1
34. C'est un pallier obligatoire car nous ne sommes pas à niveau notamment dans l'optique d'une gestion durable de ce territoire qui est un critère très important (...)	2
35. Le label c'est un plus intéressant mais ça n'est qu'un plus ! Il ne faut pas que cela devienne un coup de marketing local type Orgnac (...)	1
36. La durabilité d'un développement de ce territoire repose sur la gestion d'intérêts locaux : trouver des projets fédérateurs grâce à Chauvet par exemple (...)	1
37. Regardez l'exemple du Pont du Gard : on l'a assassiné ! (...)	1
38. Le développement se fait toujours de manière déséquilibrée et désordonnée d'où l'OGS qui est là pour le limiter, le freiner par des mesures d'encadrement en vue de préserver le site face à des projets d'aménagements spéculatifs (...)	1
39. L'OGS ne fera pas du développement qui se fera tout seul de lui même (...)	1

A propos du projet Chauvet (d'Ensemble : Combe d'Arc + ERGC) et UNESCO 2003

7. Connaissez vous le projet Chauvet dit d'Ensemble ?

. Oui (...)	23
. Non (...)	2
. Ne sais pas (...)	4
. Nous ne savons pas de quoi nous parlons aujourd'hui : de l'ERGC ou du projet de territoire ? (...)	2
. On n'en a dit plein de choses... (...)	1
. Ce qu'on a bien voulu m'en dire... (...)	2
. Un peu (...)	1

8. Le Département de l'Ardèche a pris la décision en 2003 de jumeler en un : les projets ERGC et réhabilitation de la Combe d'Arc pour former le projet dit "d'Ensemble". Qu'en pensez vous ?

. On les a mis ensemble parce que les 2 projets patinés, n'avançaient plus mais il y a de la cohérence en terme de flux (...)	2
. C'est cohérent : c'était incontournable car il y avait tellement d'intérêts fonctionnels entre l'ERGC et la Combe d'Arc (...)	16
. Pas cohérent (...)	6
. Ne sais pas (...)	6
. C'était difficile de faire autrement mais le Département s'est mis dans une situation complexe (...)	1
. Les seuls ayant les moyens de faire bouger les choses sont le Département (...)	1
. Il faut que ce projet profite à l'ensemble de l'Ardèche et pas qu'au pays vallonnais (...)	3
. Contre au départ mais aujourd'hui je travaille pour : c'est le principe de la démocratie (...)	1
. Ce sont des projets différents bien qu'il y ait un lien entre ces deux projets. Le projet de la Combe d'Arc est lié à la gestion de la RN, à son fonctionnement, à son aspect paysager ; tandis que l'ERGC c'est cela aura un impact sur le paysage et c'est purement économique (...)	5
. C'est comme si on voulait mélanger les Champs Elysées (les gorges) avec l'Arc de triomphe (Pont d'Arc) (...)	1

11. Il y a deux projets et pas un projet ; C'est "artificiel" : les deux projets auraient pu être menés parallèlement (...)	4
12. Je vois ça comme un chantage chez le Département qui dit : "si le site de l'ERGC ne se fait pas à la Mathe alors on ne fera pas la Combe d'Arc !" (...)	3
13. C'est peut être contradictoire car on va enlever du monde sur un secteur, la Combe d'Arc, et en mettre sur un autre, l'ERGC ? (...)	2
14. Ce fut important de ne pas saucissonner le territoire, il fallait relier les deux (...)	1
15. L'OGS a vocation à protéger la nature et l'ERGC est une agression de la nature (...)	1
16. C'est très bien... (...)	1
17. Le Département s'est enfermé dans une conception intellectuelle du projet et n'accepte aucune critique (...)	2
18. Nous ne financerons pas ce projet si c'est du vente et pas de baratin sur les histoires de Vallon (...)	1
19. Oui instinctivement mais... (...)	2
20. J'ai des doutes... Il s'agit ici de lier deux choses d'intérêts national, voire mondial mais avec une logique d'équipement... (...)	3
21. C'est une stratégie politique mais est-elle assise sur une réalité ? (...)	3
22. On se pose des questions sur la justification de l'association des deux projets Combe d'Arc et ERGC : si celle-ci est surtout du à la justification d'un parking en zone inondable et proche du site classé, est-ce réellement justifiable ? (...)	2
23. Nous étions inquiet au départ car nous pensions que ça aurait pour conséquence de limiter les canoéistes qui est le secteur qui fait vivre les gorges (...)	1
24. C'est fondamental de les avoir liés car la grotte Chauvet doit s'inscrire dans son environnement naturel (...)	1
25. C'est tout et n'importe quoi ! On ne sait pas qui fait quoi... (...)	1
26. Quels objectifs s'est-on donné à travers ce jumelage ? (...)	1
27. C'est du deux en un : pertinent même si, il est vrai, l'ensemble du site n'est pas pris en compte (...)	1
28. C'est une forme de courage politique (...)	1
29. Il est vrai que nous avons du projet une présentation trop technique et l'expression qu'en on a n'est pas claire (...)	1
30. C'est dommage cette idée soit venu un peu tard...mais de manière informelle : c'était dans les têtes depuis le début (...)	1
31. Ce projet venu tardivement est issu d'une logique de contre proposition et pas de territoire, il n'y a pas de logique de conception (...)	1

9. Comment voyez vous la relation (en terme de projets) entre le projet Chauvet et l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche ? Vous paraît-elle cohérente, confuse ?

. Cohérente (...)	9
. Cohérente mais l'un peut marcher sans l'autre (...)	2
. Il ne peut y avoir de conflit entre ces deux opérations mais il faudra mettre dans le périmètre de gestion de la SEM locale, les infrastructures du Département, le système des navettes... car il y a des liens entre ces deux sites (...)	1
. Différente dans la démarche de construction mais les deux projets doivent se rejoindre car complémentaires (...)	6
. Chauvet c'est une autre dimension plus importante que l'OGS (...)	2
. Confuse (...)	6
. Il n'y a qu'une route pour se rendre à l'ERGC (...)	1
. Pas cohérent (...)	7
. Il faut voir le fonctionnement du territoire à partir de l'ERGC (...)	1
0. On mélange tout ! L'OGS doit être liée à l'ensemble des gorges : la Combe d'Arc c'est un problème de gestion du milieu naturel et l'ERGC c'est du développement touristique, économique (...)	2
1. Faut instaurer une zone réglementaire autour des gorges pour faire face aux pressions comme par un PLU intercommunal (...)	1
2. Je ne vois pas les raisons profondes qui justifient les liens entre les deux opérations (...)	3
3. Pourquoi ne pas avoir fait le site de l'ERGC à Orgnac ? (...)	1
4. Les gens sont d'accord en général, sauf les vallonnais, sur la réhabilitation de la Combe d'Arc mais pas sur le choix du site de l'ERGC (...)	1
5. J'ai du mal à la voir notamment au travers des flux, des stationnements, des synergies (...)	1
6. C'est vrai qu'il y aurait un risque de pression supplémentaire (...)	1
7. L'idée d'un ERGC plus loin aurait encore plus perturbé le site d'où le maître mot : organisation (...)	1
8. C'est donner les contre parties écologiques à ce projet économique (...)	1
9. La difficulté va être de considérer que l'ERGC et le réaménagement de la Combe d'Arc doivent être le centre de l'OGS (...)	3

20. Qu'on couple ces deux opérations OK mais il en faut une troisième qu'est la zone tampon car une RN est un écosystème ouvert et pas fermé et il existe autour, aux limites, des pressions dangereuses (...)	1
21. Bien que n'ayant pas d'argumentaire technique : Tout ça se joue dans un espace restreint, on ne peut pas dissocier ces deux opérations car il y a une telle proximité et complémentarité (...)	2
22. Si les deux projets sont tirés dans le même sens on peut arriver à faire un grand pôle de qualité mais il faut les mêmes ambitions des deux côtés et les tenir ! (...)	1
23. L'OGS a subi les conséquences de la découverte de Chauvet et a accéléré sa fin : c'est donc lié à la chronologie des événements (...)	1
24. Ça permet de faire avancer les 2 opérations et surtout de faire l'ERGC (...)	1
25. Inquiet quant aux échéances financières des calendriers européens et de l'Etat : la fin de l'objectif 2 approche et le conseil général ne réunit pas à l'heure actuel toutes les conditions d'éligibilité (...)	1
26. On a voulu nous faire croire au départ que c'était séparé alors que non et c'est difficile à vivre... (...)	1
27. Le choix de traiter ERGC et Combe d'Arc ensemble est bon mais attention à ne pas dévaloriser l'ensemble des gorges au niveau des mesures à prendre : certes il faut agir sur les flux mais il va falloir des relais pour générer de l'effet structurant si non on va vers une dichotomie du territoire ! (...)	1
28. Faut constituer un comité de pilotage varié et technique pour trouver les meilleures solutions, voir différents comités de pilotages (...)	1
29. Le projet sera cohérent si le projet d'Ensemble est inclut dans l'OGS (...)	3
30. Mais ce n'est pas un seul et même projet ? (...)	1
31. C'est vrai que le choix du site pourrait être remis en question pour diverses raisons comme l'inondabilité, l'équilibre... (...)	1
32. Aujourd'hui le jeu en vaut-il vraiment la chandelle ? Peut être dans une logique culturelle c'est le meilleur endroit mais en tant qu'habitant ? Peut-être faudrait-il changer notre fusil d'épaule ? (...)	1
33. Ça doit être confus dans la tête des gens mais le projet Chauvet est un préalable à l'OGS (...)	1
34. Il est possible de mettre le projet d'Ensemble dans l'OGS tout en restant MOA départementale (...)	1
35. Il faut toujours impulser les choses dès le départ en tant que MOA principal si on veut faire des projets (...)	1
36. C'est cohérent pour plusieurs raisons : Tout d'abord en ce qui concerne le projet d'Ensemble : - des liens culturels entre ces deux opérations puisque la grotte Chauvet originale se trouve dans la Combe du Pont d'Arc - liens fonctionnels : puisque étant dans la Combe d'Arc, les gens visiteront l'ERGC (...)	1
37. En ce qui concerne l'OGS : - C'est une dynamique d'aménagement du territoire intelligente car intercommunale - Grâce au levier Chauvet, cela a permis de faire redémarrer l'OGS d'où cet effet dynamique (...)	1
38. Le projet d'aménagement de la Combe d'Arc sera dans l'OGS (...)	1
39. La SEM locale elle dirigera l'ERGC, elle a deux objectifs : - une exploitation commerciale modérée pour que le Département couvre ses coûts de fonctionnement et cela à ne pas confondre avec de l'amortissement d'investissement - Faciliter le partenariat, la mise en réseau, les projets à l'intérieur de la zone du SIGARN dans une optique de gestion / préservation de cet espace (...)	1
40. C'est l'idée du « pass » qui symbolise cette mise en réseau des sites et des acteurs (...)	1
41. Il faut être représentatif des tours opérateurs : organiser du marketing territorial, des circuits thématiques au niveau régional... (...)	1
42. De plus, le Département étant l'actionnaire majoritaire de la SEM, une redistribution de ses dividendes sous forme de subvention au SIGARN est envisageable (...)	1
43. Sur le principe, le projet d'Ensemble aurait eu sa logique si il faisait parti de l'OGS et, si le choix du site de l'ERGC était justifié (...)	1
44. On est dans une logique de travaux alors que l'OGS est dans une logique de territoire, de développement concerté de manière durable dont la résultante sont les mesures de réhabilitation, les aménagements ; Nous sommes donc dans des approches totalement opposées où l'on a pas suivi l'ordre des choses ! (...)	1

10. Une DUP est en cours d'élaboration : vous semble t-elle justifiée ? (au regard du périmètre du projet d'ensemble et, notamment du choix du site de l'ERGC)	
Sur la dimension du projet, d'utilité publique : oui (...)	12
Ce sont les faits qui l'on justifiée (...)	6
Ne sais pas (...)	6
Oui car la proximité est un facteur clé, de plus, c'est un des grands sites les plus médiocres de France, avec une anarchie totale et le choix d'implantation du projet est stratégique pour traiter les problèmes de fond (...)	3
Non (...)	13

5. On a même pas étaient consultés alors que nous sommes compétents territorialement (...)	1
7. On a du souci à se faire... (...)	1
3. Maintenant que les dés sont jetés il va falloir expliquer aux gens cet intérêt général (...)	1
2. Non mais nous sommes prêts... (...)	2
10. Sur le secteur des gorges, tout le monde est d'accord, les habitants, sur le fait que le site est saturé avec 1.200.000 visiteurs donc pourquoi rajouter une pression supplémentaire sur ce secteur ? (...)	2
1. On va bousiller un site unique sur le plan de la biodiversité pour expliquer aux gens une découverte majeure pour l'humanité... (...)	1
2. Ici, la biodiversité n'intéresse et ne rapporte pas autant que l'aspect économique (...)	1
3. Les gens du bureau d'étude sont très naïfs : ils énoncent des faits qui sont des probabilités : moi j'applique le principe de précaution au sens du développement durable (...)	1
4. J'attends de voir les conclusions des bureaux d'études mais pour l'instant je ne suis pas convaincu que le site est bon (...)	2
5. Même si on n'avait pas découvert Chauvet, il aurait fallu en faire une... (...)	1
6. Il faudra justifier le choix de ce site et il y a 4 risques, actuellement, que la DUP soit annulée : – Que le conseil général se couvre avec l'avis de la CSS sur l'intégration paysagère du projet – Le problème de l'accès aux handicapés – Le parking en zone inondable : on va se faire cartonner ! – Le fait qu'une collectivité territoriale construise un commerce à Vallon est beau motif d'annulation, loi de Nevers (...)	2
7. Bien voir si l'on a étudié toutes les possibilités, variantes (...)	2
8. C'est l'Etat qui va devoir exproprier ! Pas le conseil général, nous on ira pour gagner donc il faut que le dossier soit béton (...)	2
9. Le conseil général n'a pas forcément la vérité et doit tenir compte des observations de l'Etat qui est neutre politiquement dans cette affaire (...)	2
10. Ca n'est pas normal que ce soit le conseil général, MOA de l'opération, promoteur de l'étude d'impact, il faudrait un tiers personne comme l'Etat : ça n'est pas neutre ! (...)	1
1. Si on le fait ailleurs, cela contribuera à faire baisser cette appropriation vallonaise du site du Pont-d'Arc (...)	1
2. Cette idée de proximité est un non sens total ! Car Vallon est complètement saturé l'été. Je croyais que l'aménagement du territoire visait à équilibrer / rééquilibrer le territoire alors qu'ici on veut mettre tout le monde sur Vallon ? C'est donc contraire à la prétention de vouloir protéger les gorges en la bétonnant ! (...)	2
3. Le maire de Vallon m'a dit qu'il n'était pas opposé à ce que le site se fasse ailleurs. Je lui ai dit : "small is beautiful", il m'a répondu : "less is more" (...)	1
4. Les raisons du mauvais choix du site : - Vallon polarise déjà son espace – il ne faut plus faire sur ce secteur du quantitatif mais du qualitatif, pas de mégalomanie du projet, type Disney Land, sur des biotopes fragiles – on peut tracer un rayon de 10 à 20 km autour des gorges pour un autre emplacement – c'est prouvé géologiquement par des dépôts de granite et de gneiss : les gorges et sa sauvagerie commencent véritablement sur la vallée de l'Ibie – le site de la Mathe est donc en bordure du plateau des gorges – St-Remèze peut-être une réelle possibilité car c'est une ville morte et moins engorgée à côté de Vallon donc rééquilibrons tout en faisant attention à son patrimoine géologique, spéléologique... – Chauvet à l'heure actuelle c'est du développement comme dans les années 60, c'est donc dépassé au niveau du progrès (...)	1
5. Ornac ou la plaine des Mazes peuvent être une possibilité mais en dernier recours pour les Mazes ! (...)	1
6. Je suis prêt à être un conseiller technique pour le Département sur cette affaire tout en restant neutre politiquement (...)	1
7. On s'est créé des soucis et des conflits là où c'était pas la peine (...)	2
8. Le processus de décision a-t-il été éclairé ? Représentatif ? (...)	2
9. La justification est relative ; On peut légitimement se demander pourquoi on la mit là ! Mais c'est aussi vrai qu'il peut y avoir de la cohérence (...)	3
10. En terme de récréation de l'ambiance de la grotte originelle c'est le meilleur choix (...)	2
1. C'est le seul endroit sur ma commune où je n'avais pas de contraintes réglementaires, POS (...)	1
2. Les délais annoncés, par rapport au lancement de la DUP, paraissent peu probables (...)	1
3. L'étude du choix des sites qu'il y avait eu est un beau motif de contentieux sur la justification du choix du site (...)	1
4. L'Etat ne veut pas être décrédibilisé par cette affaire (...)	2
5. Il faudra voir si les mesures de compensatoires sont fiables car il y a des problèmes avec les associations (...)	1
6. Il n'y a pas de lien entre le choix du site et l'intérêt général (...)	2
7. Il y a d'autres choix sur Vallon mais comment ne pas froisser les gens de le faire ailleurs qu'à Vallon ? (...)	1
8. Il y a des connections entre les deux sites et la distance les séparant est proche (...)	2
9. Cependant le site de l'ERGC est un coup de sac (...)	1
10. Je suis intimement persuadé que c'est le meilleur endroit : regardez Lascaux et Alta Mira, il faut cependant retravailler notre argumentaire (...)	1
1. Il faut que ce choix ait du sens car on ne peut faire l'ERGC n'importe où... (...)	1
2. Oui regardez les liens culturels et fonctionnels des deux sites (...)	1

13. A travers la structuration que va apporter ce projet, on pourra vendre du culturel, donc du qualitatif, et non plus un tourisme de masse quantitatif (...)	1
14. Sur les 400 000 visiteurs que générera ce projet, la moitié sera du même ordre et l'autre constituera une nouvelle clientèle donc une opportunité importante à saisir (...)	1
15. L'étude d'impact socioéconomique a été abordée (...)	1
16. On ne peut pas avoir une utilité publique qui va contre l'intérêt général : c'est antinomique (...)	1
17. Il y a de plus un grave problème de dégradation environnemental du site qui n'a jamais passé et qui explique ce couplage artificiel, c'est du marchandage : le Cirque d'Estre avec l'ERGC et nous, Département, on s'engage à faire la zone tampon (...)	1
18. Non sauf sur le principe qui est n'est pas mauvais de faire un projet d'Ensemble : des liens logiques entre ces deux sites, Mathe et Pont d'Arc, ne veulent pas dire une localisation automatique ! (...)	1

11. La possibilité de classer ce périmètre au patrimoine mondial vous paraît-elle cohérente ?

. Oui même si l'ensemble des gorges serait plus cohérent (...)	12
. Oui même si la procédure semble difficile ainsi que le problème du portage politique (...)	1
. Oui sur le fait déjà de classer une fausse grotte car celle-ci est une œuvre humaine qui fait partie de l'ensemble du projet et c'est donc dans le sens de la durabilité mais non sur le périmètre actuel qui n'est pas assez large et, avec un mauvais emplacement de l'ERGC (...)	1
. Ca serait trop réglementaire pour nous si le périmètre concernerait l'ensemble des gorges (...)	1
. Non ça n'est pas assez large, il faut y intégrer l'ensemble des gorges : la RN + Orgnac + l'Ibie et paolive (...)	16
. Ca serait un non sens et même dangereux pour l'avenir des gorges car ça démobiliserait les personnes autour, dévaloriserait les autres territoires qui deviendraient plus fragiles aux pressions (...)	2
. Cela augmenterait la dichotomie à l'intérieur même du territoire des gorges avec une concentration des touristes et, donc une pression supplémentaire sur le milieu (...)	2
. Le Département est entrain de saucissonner dangereusement ce territoire, ça serait idiot de ne pas prendre Orgnac dans l'inscription au patrimoine mondial car il est connu mondialement ! (...)	3
. La main de Chauvet c'est : la paume pour la grotte Chauvet et les doigts représentent Orgnac, les autres grottes potentielles, le Pont d'Arc...donc ne lui enlevons pas les doigts ! (...)	3
0. Pourquoi pas même si les objectifs sont contradictoires (...)	1
1. Non pas là où se trouve le site de l'ERGC (...)	1
2. Il faut réfléchir à long terme si non on risque de transformer Vallon en une petite ville (...)	1
3. Ne sais pas, il existe différentes hypothèses (...)	2
4. Ca va se jouer sur des pressions : la communauté archéologiques contre la communauté naturaliste (...)	1
5. C'est une procédure lourde qui va amener du monde, des experts pas commode... Ce n'est pas une mesure de protection supplémentaire, car il y en a déjà comme dans tous les autres sites UNESCO, c'est un aboutissement, ce n'est ni un moyen, c'est une reconnaissance de la valeur universelle et exceptionnelle du site ainsi qu'un gage de sa bonne organisation et gestion (...)	1
6. Regardez la Loire ! (...)	1
7. Cette restriction décrédibiliserait le conseil général et ses institutions (...)	1
8. Le SIGARN a-t-il été concerné vu que c'est lui qui y est compétent ? (...)	2
9. Il y a eu une vraie confiscation du projet (...)	2
0. Monter que ce territoire est quelque chose qui représente l'évolution de la société humaine : il n'y a pas qu'une seule grotte, il n'y a pas que l'homme et que l'environnement ; Ce sont toutes les gorges qui ont façonné l'intérêt de ce site (...)	1
1. Ca va permettre de réduire ce décalage saisonnier été/hiver (...)	1
2. Il faudra d'abord réaliser l'OGS (...)	2
3. Un classement stratégique à titre monumental : l'ensemble des gorges ou bien au titre des cavités : il existe un réseau des cavités qui pourrait être la solution la plus simple (...)	1
4. Plus on voit grand plus on a des difficultés avec celles existantes et il faut prouver à chaque fois les liens... (...)	1
5. On ne peut pas séparer le Pont d'Arc des gorges (...)	1
6. Faut replacer ces éléments dans leur contexte naturel si non ça ne servirait à rien, on passerait à côté de notre objectif de mise en réseau : faut faire une logique interdépendante pour avoir un rayonnement régional (...)	1
7. C'est un lieu d'exception autant quand le visiteur passe sous le Pont d'Arc que quand il descend les gorges (...)	1
8. On ne va pas classer du toc ? (...)	1
9. L'ensemble des gorges est à classer : il faut avoir de l'ambition ! (...)	1

0. Peu importe du moment que ça a du sens, de la cohérence et que cela ait un rôle avec le site (...)	1
1. Vu de Tokyo, de Lyon...ça n'a aucun sens, c'est l'effet d'appel qui compte (...)	1
2. Il existe des sites classés à l'intérieur desquels il y a des hôtels... (...)	1
3. En ce qui concerne l'OGS : c'est pas le label mais la démarche qui est intéressante, l'effet levier (...)	1
4. Dans la procédure UNESCO, la seule chose intéressante, c'est le label et quelque soit la surface classée c'est tout un territoire qui va en bénéficier (...)	1
5. C'est d'ailleurs pour cela que nous allons prendre le périmètre le plus petit, c'est-à-dire celui du projet d'Ensemble, car la gestion sur cet espace va être très dure (...)	1
6. En outre, la dimension « extraordinaire » est importante et, des gorges, il y en a pas mal qui sont de cette qualité (...)	1
7. Cependant si l'on nous dit que ce périmètre est trop petit alors on le fera plus large (...)	1
8. L'UNESCO trouve que l'emplacement actuel est plus un dépliant publicitaire qu'à optique de préservation (...)	1
9. Il existe beaucoup de territoires qui replaceraient l'ERGC dans son contexte naturel ; De plus, cela favoriserait cette mise en réseau, cette complémentarité « exemple la logique de Pass » qui éliminerait la concurrence actuelle ruineuse (...)	1

12. Avez vous le sentiment que le projet ce soit fait en concertation ?

. Non, il y a eu une absence de concertation (...)	22
. Oui mais ça n'a pas été suffisant, c'est un des points faibles du Département qui n'a pas la culture du projet (...)	7
. Si ce projet avait été fait en concertation, je ne serais pas là... (...)	1
. Le projet s'est annoncé très maladroitement (...)	1
. Le Département n'a pas voulu s'exposer et n'a pas d'ambition politique (...)	1
. On a été consulté mais pas concerté ; les réunions ont été faites pour exposer les projets mais pas pour les remettre en cause : il y a eu des critiques et des propositions qui n'ont pas été prises en compte (...)	1
. Oui depuis trois ans, on a mis du temps à se chercher (...)	1
. Oui, on élit des gens pour qu'ils nous représentent mais le sont-ils capables ? (...)	1
. Zéro puisqu'on est pas prêt à réviser le projet (...)	1
0. Ne sais pas, j'arrive à peine... (...)	1
1. Il y a un groupe de personne qui continu à s'accaparer le projet et un autre groupe qui le remet en cause (...)	2
2. "Moins le conseil général en dit mieux il se porte et moins il est exposé !" (...)	2
3. Cependant si il ne s'expose pas il n'existe pas... (...)	2
4. On a pas eu d'organisation collective, communicante pour que les gens puissent suivre cette/ces opérations : on a loupé le train... (...)	2
5. Il y a un manque de concertation entre les services techniques du conseil général alors au niveau de la population... (...)	2
6. TAD a montré qu'il y avait une vraie attente de la population : les réunions furent des exutoires ! Mais depuis 2000 il n'y a rien eu (...)	1
7. J'ai pourtant souvent demandé au Département de faire des réunions à ce sujet... (...)	1
8. Ce n'est pas la concertation qui va supprimer l'opposition (...)	1
9. Ce fut la politique du rapide : nous n'avions aucun choix à faire ! (...)	1
0. Il n'y a pas d'équipe projet : on apprend tout par la presse, c'est le chat noir et personne ne veut se mouiller... (...)	1
1. On s'est défaussé sur le Pays pour créer les conditions d'accueil du projet sans lui dire comment on va l'aider financièrement (...)	1
2. Ca peut être très grave de ne « pas penser » un projet en terme de conditions d'accueil notamment de part les pressions qui pèsent sur ce territoire...l'effet induit n'est pas mécanique et il peut se produire un phénomène de vampirisation du site (...)	1
3. Cependant sur l'aspect technique c'est normal donc sur le choix du site (mais pour le développement territorial c'est à faire et on ne l'a pas fait ! (...)	1
4. Le Département s'est mis, tout seul, dans une situation très complexe car ils n'ont rien demandés à personne (...)	1
5. On ne fait pas de projet aux gens mais nous constatons qu'on ne peut pas leur faire confiance (...)	1

13. Constatez vous un manque de relais chez les politiques (prise de décision sur ces projets) et la population ?

1. Oui chez les politiques (...)	19
2. Ne sais pas (...)	3
3. Un manque d'appropriation, de la politique du Département, de sa politique, par ses conseillers généraux dans leur discours sur le terrain (...)	6
4. Nous ne sommes pas prêt sur le plan organisationnel et politique sur ce territoire (...)	2
5. Il y a des doubles discours du fait des oppositions du aux couleurs politiques différentes de l'assemblée (...)	6
6. Le choix de prendre le conseiller général d'Annonay pour piloter le projet fut une erreur car il est inconnu du milieu local même si il est neutre (...)	2
7. Pas chez la population car les gens sont intéressés (...)	6
8. Il n'y a pas assez de relations entre les services techniques du département et encore moins avec les autres structures type : chambres consulaires, CDT... (...)	3
9. La population fut très impliquée au début puis le soufflet est retombé car il n'y a pas eu de relais (...)	10
10. Il n'y a pas eu de courage/portage politique et d'ambition chez les élus de ce département (...)	4
1. Les gens sont indifférents à ce projet (...)	4
2. Je ne vois pas la courroie de transmission que devraient être les conseillers généraux (...)	3
3. TAD fut selon moi une bonne étude qui n'a pas été reprise (...)	4
4. La population : je la vois très perplexe (...)	3
5. Le Département n'est pas encore unis et les motivations de certains ne sont pas clairement exprimées : la majorité est fragile (...)	3
6. Il faut faire un gros effort de communication chez la population qui est attente (...)	5
7. Non, il y a un bon relais, le pouvoir appartient à l'assemblée du conseil général (...)	1
8. Les gens : ça les dépasse : "de toute façon on n'y peut plus rien..." (...)	1
9. Le maire de Vallon dit que le projet lui échappe, ce n'est pas normal qu'il n'ait pas son mot à dire (...)	1
10. Il y a une attitude passive et obnubilée par l'aspect économique (...)	3
1. Beaucoup de personnes ont du mal à voir que leur commune s'inscrit dans un territoire supra communal, plus vaste (...)	3
2. Il est vrai que l'équipe actuelle a le mérite de vouloir faire avancer les choses à l'instar de la précédente (...)	1
3. La population a été informé mais n'a rien eu à dire ; en outre à quelle échelle est-on concerné ? Sachant que 12 millions d'€, ça aura des effets sur l'ensemble de l'arrière pays ! (...)	2
4. Si on ne crée pas les conditions d'accueil du projet sur ce territoire cela sera un échec pour le développement mais une réussite commercialement (...)	2
5. Aujourd'hui il y a les déçu du chauvisme : on veut faire le pays Ardxèche Méridionale et arrêtez de nous parler de Chauvet ! (...)	2
6. Les élus n'ont pas trop consultés leur population et sont restés sur leur projet... C'est le grand débat sur la gouvernance (...)	2
7. Beaucoup ne connaissent pas le dossier, font parti de la commission sans y être et ne devrait pas y être ! (...)	1
8. On veut renverser l'ordre des choses pour des raisons politiques alors qu'il y a un ordre à respecter dans la conduite de projet (...)	1
9. Ce fut un combat droite / gauche puis ça s'est étouffé (...)	1
10. Le sentiment de la population : la montagne va accoucher d'une souris (...)	1
1. On s'est raté au départ et maintenant le mal est fait... lourd passif (...)	1
2. Pourquoi sur ce territoire il n'y a eu aucune restitution de l'étude TAD ? (...)	1
3. Les gens ne sont pas acteurs du territoire mais dans une logique de passivité : on a creusé le fossé par la non concertation (...)	1
4. C'est devenu le sujet qui fâche politiquement et qu'on aborde donc d'ou ce oui pour le manque de relais (...)	1
5. Il faut que le Président dise : « on veut montrer au monde les premières peintures de l'homme dans son site ! » et là ça n'est plus la même chose...être moins dans un discours technique (...)	1
6. Nous avons quand même une pétition contre cet ER signé déjà par beaucoup de monde (...)	1
7. Ce n'est que depuis cette année seulement que le président du conseil général est devenu président du comité de pilotage du projet d'Ensemble (...)	1
8. Très peu d'élus ont une vision de territoire, donc sur le long terme : leur vision est à court terme basé sur une logique d'équipement (...)	1
9. Les ardéchois ne sont pas contre ce principe d'un projet d'Ensemble et ont hâtes que ce projet aboutisse (...)	1

14. Comment voyez vous l'avenir du territoire des gorges de l'Ardèche à court, moyen et long terme au regard de ces différents projets ?

1. L'OGS n'aura pas d'évolution sur le développement, pas d'évolution fonctionnelle, concrète, dans les 15 années à venir (...)	4
2. Ne sais pas (...)	1
3. Je crois beaucoup au pays "Ardèche Méridionale" qui va permettre d'adopter une stratégie commune et d'ensemencer un autre mode de développement (...)	7
4. Tant qu'on ne changera pas de statut et q'on ne créera pas le débat, les choses n'avanceront pas (...)	2
5. Faut d'abord se poser les grandes questions, les enjeux, pour ce territoire (...)	6
5. Il y aura des territoires qui seront privilégiés, comme Aubenas, au détriment des petits (...)	1
7. Faut que ces projets se réalisent, on a un trésor ! (...)	2
3. Je suis inquiet car je ne vois pas et ne comprend pas la politique du Département à l'égard de ce territoire (...)	4
6. Le SIGARN se pose des questions... si on n'intègre pas tous les doigts de la main, il va y avoir des dérives, des pressions supplémentaires sur d'autres espaces (...)	1
0. La machine est en pause depuis 5 – 6 ans : ou faut-il réparé ? Je ne sais pas alors que jamais le Département et l'Etat n'auront eu sur ce territoire autant de personnes compétentes à leur place (...)	1
1. Je suis pessimiste sur l'avenir de ce secteur (...)	3
2. Il faut condamner les campings et infrastructures illégaux et créer cette zone tampon (...)	1
3. On y arrivera mais dans combien de temps ? (...)	1
4. Un territoire plus équilibré, toute l'année, et plus respectueux de son environnement (...)	1
5. Les ardéchois n'ont pas conscience de la valeur de leur patrimoine (...)	3
6. Positivement par ces projets si ils sont bien menés dans toutes leurs conséquences (...)	6
7. Il faut que Vallon garde son image de petit village traditionnel, c'est ce qui fait sa valeur (...)	1
8. Il pourrait y avoir des nuisances sur ce territoire : va s'accroître le phénomène classique d'un territoire infrequentable durant l'été et fréquentable l'hiver (...)	2
9. Actuellement, un renforcement de la fréquentation, massive, puis une dégradation des conditions de vie des habitants, des employés avec le travail clandestin, avec une économie de cueillette qui évoluera peu et pompera son territoire (...)	1
0. Qu'on respecte le patrimoine des gorges (...)	2
1. Aujourd'hui nous descendons les gorges de la Loire et plus de l'Ardèche par le barrage du lac vers la Lapalisse, auvergne, et l'on est pas sûr de re-signer la convention ! (...)	2
2. Le tourisme est encore une industrie d'avenir, toutes les études le montre : mais quel type de tourisme veut-on sur ce territoire ? Quel type de développement souhaitons nous favoriser ? (...)	2
3. Les loueurs de canoës veulent prolonger ce tourisme de masse qui les fait vivre : de plus certains hôteliers sont partisans de l'immobilisme local ; en effet, 4 mois de vacances par an c'est bien (...)	2
4. J'espère que dans 1000 ans le territoire sera le même : c'est pour l'instant très bien ! (...)	1
5. Il y a une impatience qui va forcément montée si l'activité touristique baisse (...)	2
6. Les gens ne vont pas manquer de se retourner vers ce projet et identifieront des responsables et politiquement il va y avoir de la casse... (...)	2
7. Les ardéchois, malgré toutes ces querelles de clocher, savent se serrer les coudes quand ils sont au pied du mur : une sorte de solidarité face aux dernières échéances (...)	1
8. Je vois un site complètement réhabilité, non pollué et digne de l'Ardèche (...)	1
9. Il y a toujours un équilibre naturel qui se crée : quand c'est trop saturé, les gens reviennent hors saison (...)	1
0. Attention à cette ZAD qu'il y a derrière le projet Chauvet ! Qu'est-ce que cela implique ? Des hôtels, un parc type Disney Land... (...)	1
1. Vallon pourrait être sacrifiée si l'on continue dans cette logique : elle va devenir une station littorale avec tous ses défauts, une zone sinistrée par un tourisme de masse (...)	1
2. Il faut développer une offre touristique de qualité sur ce territoire (...)	2
3. Ça se fera car nous sommes dans une situation touristique critique et : « quand l'herbe est courte on arrive à mieux discuter des problèmes... » (...)	1
4. Tout dépendra de la réussite de l'OGS si le projet d'Ensemble y est inclus (...)	1
5. Faut mettre un axe environnemental dans le Schéma Département de Développement Touristique (...)	1
6. Les gorges restent la première image touristique du Département (...)	1
7. Il faut régler également le problème de la ressource en eau car c'est un enjeu important d'avoir des rivières propres (...)	2
8. Mon souhait est que le touriste est la même envie de venir sur les gorges de part la bonne image du site (...)	1
9. Tout est aujourd'hui possible : le meilleur comme le pire : si l'on continue dans cette logique de tourisme dégradé, on va tuer la poule aux œufs d'or...mais il n'est pas encore trop tard pour devenir un territoire d'exception ! (...)	2
0. Il faudrait pourquoi pas mettre en place plusieurs SCOT à l'échelle du Pays Ardèche Méridionale (...)	1

11. Nous devons faire de la prospective territoriale (...)	1
12. Il ne faut pas faire de la politique derrière le projet d'Ensemble : c'est trop facile (...)	1
13. Il va y avoir une profonde mutation de ce territoire mais ce ne sera pas facile du fait des conflits d'intérêts (...)	1
14. Ça dépendra d'une réelle remise à plat du problème et qu'on puisse en discuter tous ensemble (...)	1
15. On ne justifie pas la zone tampon par un marchandage (...)	1
16. On est entrain de vendre aux commerciaux les plus offrants les dernières zones agricoles des communes ! (...)	1
17. A court terme, on ne pourra pas éviter l'OGS si on veut faire une procédure UNESCO (...)	1
18. Dans deux ans il faut avoir signé la seconde charte d'où fin 2005 on dissocie les deux projets du projet d'Ensemble et fin 2006 on lance un nouveau dossier, donc une nouvelle DUP si besoin est, du nouveau choix du site de l'ERGC par exemple à Montingrand ou bien à St-Remèze... (...)	1
19. L'OGS ça gonfle le Département car ça prend du temps donc c'est long et c'est complexe ; de plus les DGA sont soumis aux pressions des élus en terme d'échéancier (...)	1

15. L'intercommunalité permet-elle selon vous d'avoir une approche plus solidaire du territoire ?

. Oui (...)	16
.. Non (...)	17
1. A terme oui, mais aujourd'hui c'est inefficace de part la multiplication des syndicats et non des communautés mais, ça changera (...)	2
.. Oui, obligatoirement c'est un critère de la solidarité et de la pertinence d'un territoire (...)	2
1. Oui, à condition d'avoir une approche sur l'ensemble du territoire des gorges et pas que sur Vallon (...)	5
1. Oui mais, ça nous dépasse donc on délègue car le pays est grand (...)	1
1. L'intercommunalité : ça n'est pas que sur les gorges ni que sur le tourisme (...)	2
1. Non pas aujourd'hui car les priorités des CC sont des choses très pratiques comme les déchets, l'eau... mais les enjeux véritables comme l'urbanisme n'y sont pas mais on y viendra (...)	4
1. J'en doute si on ne se donne pas les moyens pour que ça marche (...)	1
0. On a pas envie "de prêter ses billes" aux autres ; quand on est assis sur une mine d'or, pourquoi discuter avec le voisin ? (...)	4
1. Non pas actuellement : regardez Vallon (...)	3
2. Je suis pour que le SIGARN passe en syndicat mixte mais avec un juste équilibre dans les délégations de compétences entre les communautés et les communes locales pour ne pas qu'elles pensent que c'est le Département qui va décider (...)	3
3. Il faut une communauté autour de Vallon (...)	10
4. Oui, à condition que ce soit une intercommunalité de projets (...)	2
5. Coordonner les politiques d'urbanisme en terme de droit des sols, de services publics... (...)	1
6. Chaque commune tire pour elle, esprit concurrentiel et de clocher : c'est terrible (...)	3
7. Ce n'est pas la procédure qui crée cette dynamique, même si elle y contribue, c'est la volonté des hommes (...)	1
8. Il n'y a pas de leader politique dans les gorges (...)	1
9. Je vois deux cercles : un autour de Vallon dans un rayon de 10 à 20 km et le pays Ardèche Méridionale (...)	3
0. Le pays est un espace de réflexion, une fédération des intercommunalités, avec des contrats de pays sur 5 ans et des conseils de développement obligatoires ou groupes de travail ; on n'a pas de compétence mais une logique de mission (...)	2
1. Il créera de l'équilibre car c'est un espace de médiation, de dialogue (...)	2
2. Vallon n'a pas à imposer ses règles et doit jouer le jeu (...)	4
3. La solidarité il y a un moment où ça s'arrête : elle est plus faite par intérêt que par solidarité (...)	1
4. Il faut s'appuyer dessus ne serait-ce que pour porter le projet (...)	2
5. Vallon a dit non pour un équilibre entre les gros et les petits villages (...)	1
6. Vallon défend ses intérêts économiques légitimement (...)	1
7. Le projet Chauvet ne se fera que dans le cadre d'une intercommunalité (...)	1
8. Il n'y a qu'à regarder la carte... conflits d'intérêts, de partage des richesses... (...)	2
9. Si elle existe, elle est embryonnaire ! (...)	1
0. Il faut une communauté de commune dans le cadre du SIGARN (...)	1
1. Les syndicats présents provoquent une disparité des territoires (...)	1
2. Les périmètres des CC existantes ne sont pas cohérents (...)	1
3. En théorie oui mais dans la réalité non : Vallon est un grave facteur d'échec des projets (...)	2
4. A quoi va ressembler Vallon dans 20 ans ? (...)	1
5. Il n'y a pas de véritable partage de richesse et de transfert de compétence (...)	1

36. Le SIGARN est un peu comme un mini PNR, ce n'est pas un outil financier fort mais un outil d'ingénierie (...)	1
37. Une CC reflète un petit bassin de vie autour d'un sous pôle comme Vallon (...)	1
38. Le projet d'Ensemble est l'occasion de rassembler les gens car si il n'y avait pas de projet d'Ensemble qu'est-ce qui rassemblerait les gens sur ce territoire ? (...)	1
39. L'intercommunalité aujourd'hui ne se fait que par des alliances de personnes contre d'autres personnes : ça tient à des querelles de personnes (...)	2
40. Avant de faire et de parler d'intercommunalité : il faudrait apprendre la démocratie (...)	1
41. Dans une optique à court terme ça n'en est pas mais sur le long terme ça le sera (...)	1
42. Du SIVOM au syndicat mixte, implication des CT, et ensuite à la CC, fiscalité propre (...)	1
43. Pour assumer, porter l'OGS correctement, pour qu'elle une légitimité locale et pour gérer l'après OGS en terme d'entretien et de coûts de fonctionnement il faut une véritable intercommunalité : une CC (...)	1

16. Pensez vous qu'un ou des sujets importants n'ont pas été abordés lors de cet entretien ?

. Non (...)	24
. Tout le monde a des tords dans cette affaire, il faut réinstaurer le débat et jouer carte sur table (...)	1
. Vallon doit accepter de déléguer la compétence Pont d'Arc au futur syndicat mixte pour une décision touchant l'ensemble du territoire des gorges (...)	1
. Clarifier les compétences et instaurer la décision (...)	1
. J'aimerais voir une maison du pays sur ma commune, de part sa localisation géographique, pour sensibiliser les gens et diffuser la richesse du patrimoine local des gorges (...)	1
. Allez voir M. Chaulet du canton de Barjac qui possède une bonne vision du territoire (...)	1
. Les préfets et leur système, leur fonctionnement de ne pas faire de vague, on en crève de ça ! (...)	1
. Attention à ne pas laisser des thèmes sans que ceux ci soient prioritaires comme les contentieux à venir ! (...)	2
. Le pays "Ardèche Méridionale" va s'ouvrir sur la Vallée du Rhône et c'est bien ; pendant trois ans on va rentrer dans la phase de construction d'un projet de territoire et c'est au pays de le faire en associant les chambres consulaires... ce n'est pas le Département qui doit tout faire ! (...)	2
0. L'avenir des projets est au partenariat et avec de bons partenaires (...)	1
1. Regardez bien mon rapport car il existe des espèces endémiques sur le site de l'ERGC en plus des grottes situées juste au dessus, enfin l'accès au site comment vont-ils faire car on est en zone inondable ? Si par le haut : ça va dégénérer avec les écolos... (...)	1
2. Il faut protéger les BIOTOPES, leur espace de vie, et ne pas protéger simplement les espèces à proprement parler. C'est pourtant ce que je fais car ce ne sont que les moyens que j'ai (...)	1
3. Nous sommes dans une situation de peau de chagrin avec certaines espèces de notre milieu, on est au seuil pour certaines donc il faut agir dès maintenant (...)	1
4. Mais pourquoi veulent-ils un classement UNESCO ? (...)	1
5. Ils n'auront pas le label UNESCO si le site n'est pas bien organisé et géré ; tant que l'OGS ne sera pas faite, il n'y aura pas de label UNESCO. Les OGS sont destinées en quelque sorte, depuis le changement de stratégie de l'ICOMOS, à préparer les sites des pays candidats au label patrimoine mondial (...)	2
6. Il faut un chargé de mission OGS et qu'on travaille ensemble (...)	2
7. Beaucoup de personnes voient le label UNESCO comme un moyen : c'est faux ! (...)	1
8. Je regrette la position du conseil général de l'Ardèche qui ne s'appuie pas sur les structures locales car ça les dépasse ! (...)	1
9. Son attitude également en refusant de collaborer avec les autres (...)	1
0. On ne gère pas un patrimoine mondial à l'échelle du département (...)	1
1. L'équilibre pour l'instant n'est pas bon, revenons au bien commun, à l'intérêt général (...)	1
2. Depuis TAD il n'y a rien eu concernant le projet (...)	2
3. Si on fait du développement territorial pour ne pas être exposé, ce n'est pas passionnant et puis on n'avance pas... (...)	2
4. Je n'ai jamais compris pourquoi le projet Chauvet était piloté par le service infrastructures et transports du conseil général ? (...)	2
5. Il faut créer un groupe de travail qui réunisse l'ensemble des acteurs compétents sur ces projets et au plus vite (...)	3
6. Mettre en place sur ce territoire une équipe / agence de développement (...)	2
7. Il n'y a pas que ces 3 projets : l'OGS est un véritable projet de territoire avec différentes mesures / politiques : du logement, d'urbanisme... (...)	1
8. Je n'ai jamais vu un département avec autant de conflits : c'est « l'effet NIMBY » en permanence (...)	1
9. Il faudra être très clair dans le projet sur nous, sur l'avenir de nos commerces pour ne pas qu'il y ait de problèmes : qu'est-ce qu'on veut faire de nous ? (...)	1

10. Il faut un rééquilibrage des deux rives des gorges de l'Ardèche (...)	1
11. Décongestionnons la D 290 par une route confortable sur la D 217 qui est impraticable (...)	1
12. Il y a quelques personnes qui font que ça bloque et c'est dommage (...)	1
13. L'organisation interne du département reflète son incapacité à s'organiser : pas de culture du projet et d'ambition (...)	1
14. Il faut remettre à niveau nos sites avant de les mettre en valeur par les Maisons de l'Ardèche : faut préparer le territoire à l'arrivée de l'ERGC si non les autres sites des gorges pourraient disparaître (...)	1
15. Il y a un tel amalgame qui est fait entre le conseil général et le projet d'Ensemble qu'on a honte de dire qu'on travaille pour cette entité (...)	1
16. Le développement de l'Ardèche Méridionale à travers le projet d'Ensemble ne sera pas mécanique : il peut y avoir des effets négatifs (...)	1
17. Le Département va rentrer dans une phase difficile de préparation de la DUP, une période où il ne se fera rien : on a besoin d'un vrai plan de communication conçu par des professionnels (...)	1
18. Je crois profondément aux effets bénéfiques du projet sur le secteur de Vallon et sur l'ensemble des gorges (...)	1
19. La difficulté est l'élargissement du territoire du projet au niveau des impacts bénéfiques qui permettront une bonne irrigation des territoires (...)	1
20. Il y a également d'autres opérations importantes comme le Mont Gerbier de Jonc avec la mise en place des « Maisons de l'Ardèche » (...)	1
21. Les « Maisons de l'Ardèche » ont 5 fonctions : diffuser les richesses de l'Ardèche, gratuitement et de manière attractive, pour attirer les touristes sur de nouveaux lieux – une fonction d'information de l'Ardèche - un rôle de mise en valeur du lieu d'implantation de la Maison de l'Ardèche, une fonction office de tourisme et une fonction d'animation (...)	1
22. Ces 5 fonctions doivent être présentes dans toutes les « Maisons de l'Ardèche » mais peut être pas toutes avec le même poids... (...)	1
23. Il faut faire d'autres études par rapport à ce projet mais nous n'avons pas l'argent nécessaire pour les réaliser (...)	1
24. Nous sommes aujourd'hui dans « de l'intérêt économique de prédation », donc dans une économie qui n'est pas saine : on base tout sur la saisonnalité et rien sur le hors saison à l'heure actuelle (...)	1
25. C'est dégueulasse de faire subir ça aux habitants des gorges qui vont avoir une vie encore plus artificielle si ce genre de projet voit le jour, on va sacrifier le tissu social pour de l'hyper saisonnalité (...)	1
26. Sur la justification du choix du site : ça ne peut pas être là donc car la RN n'arrive déjà pas à supporter, à encaisser la période estivale donc de l'étalement oui mais dans l'arrière pays comme par exemple à Orgnac (...)	1



- ANNEXE 4

- ANNEXE 4 : Règlement label « Grand Site de France »

REGLEMENT D'USAGE DU LABEL "GRAND SITE DE FRANCE"

PREAMBULE

Dans les plus beaux sites de France, un développement durable nécessite tant une maîtrise de la fréquentation qu'une maîtrise du devenir de chaque grand site au niveau local. L'Etat restant le garant au niveau national d'une même exigence de qualité et de cohérence pour tous. A ce titre, le label "Grand site de France" se réfère à la Convention du patrimoine mondial de 1972 (Unesco) ainsi qu'aux recommandations n° R (94) 7 et R (95) 10 du Conseil de l'Europe relative à une politique générale de développement d'un tourisme durable et respectueux de l'environnement

Le label "Grand site de France" est créé par le ministère de l'écologie et du développement durable pour développer avec les collectivités locales et les gestionnaires de sites une politique nationale de préservation, de réhabilitation et de valorisation des grands sites nationaux. Il est déposé à l'INPI pour que son utilisation soit réservée aux attributaires choisis selon les critères définis dans ce règlement.

Le label est attribué par le ministre en charge des sites. Il est mis en oeuvre par la direction de la nature et des paysages du ministère de l'Ecologie et du développement durable. Il doit être demandé par le gestionnaire du site et son octroi conditionne l'utilisation de l'emblème (logo) qui lui est associé. Il est décerné pour une période de 6 ans et peut être renouvelé ou retiré. Ce n'est pas le paysage, déjà consacré, mais l'état et la gestion du site qui sont reconnus par l'attribution du label et c'est la structure de gestion du site qui le reçoit.

Il est attribué à une personne morale, représentée par son président, qui est gestionnaire du site et associe dans une structure ad hoc les différents partenaires concernés : communes du site, communes limitrophes, départements, régions et leurs groupements mais également les établissements publics nationaux tels le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ou les parcs nationaux, ainsi que tout autre partenaire intéressé, public ou privé.

ARTICLE 1 - OBJECTIFS

Le label garantit que le site est préservé et géré suivant les principes du développement durable en :

- préservant l'environnement par le maintien de la qualité paysagère et culturelle du site candidat et de ses milieux. Cette qualité peut résulter, entre autre d'une réhabilitation, dans le cadre d'une opération grand site par exemple. Le label garantit aussi la recherche de l'amélioration de la qualité du site à chaque fois que cela est possible. Il garantit également la qualité des prestations compatibles avec la préservation du site et avec sa notoriété, la qualité de sa gestion au quotidien comme à long terme.
- en intégrant le développement économique local dans le schéma de gestion du site
- en assurant que le projet de mise en valeur du site a été établi de façon concertée avec les partenaires et les habitants concernés.
- en s'assurant que la fréquentation touristique reste compatible avec le respect des conditions de vie des habitants.

ARTICLE 2 - SITES ELIGIBLES

Sont éligibles :

- les espaces naturels ou bâtis qu'il est convenu d'appeler des "grands sites". c'est à dire des monuments naturels ou des espaces prestigieux, dont la qualité, paysagère, naturelle et culturelle, est telle qu'elle entraîne une double reconnaissance de leur intérêt national, d'une part par une **mesure de protection forte** (Art. L 341-1 et suivants du code de l'environnement), d'autre part par une consécration sociale et une grande notoriété.
- les sites répondant à ces conditions dont l'état, l'entretien et la gestion sont satisfaisants selon les critères du développement durable.

ARTICLE 3 - CONDITIONS NECESSAIRES

Être un site :

- classé au titre de l'article L 341-1 et suivant du code de l'environnement (loi du 2 mai 1930) pour tout ou partie de l'espace considéré,
- dans lequel les aménagements et services nécessaires aux visiteurs (stationnements, accueil, déplacements, sécurité, hygiène, information) doivent être fondés sur le respect de l'identité et de la singularité des lieux,
- dont l'entretien est assuré à court et long terme,
- comportant une structure de gestion partenariale dont le fonctionnement est assuré d'une manière pérenne au moyen d'un budget identifié et adapté aux enjeux,
- doté d'un schéma de gestion à long terme (10 ans environ) visant à satisfaire les objectifs définis ci-dessus.

ARTICLE 4 - PROCEDURE D'OBTENTION, DE RENOUVELLEMENT OU DE RADIATION

1 - OBTENTION DU LABEL

La demande de labellisation, accompagnée de son dossier, est déposée par la structure gestionnaire du site à la préfecture de son siège. La préfecture en assure l'instruction au niveau local avec l'appui de la DIREN et la transmet au ministre chargé des sites.

Au reçu de la demande par le ministre, un rapport sur l'état du site est demandé à l'Inspection générale en charge des sites. Le dossier, accompagné du rapport de l'Inspection, est ensuite présenté à RGSF pour avis, puis examiné par la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (CSSPP) en tant que de besoin. Il est statué sur la demande dans un délai maximum de six mois à compter du dépôt du dossier.

Le label est attribué pour 6 ans.

Le gestionnaire labellisé établira un rapport annuel qui devra être présenté au préfet et transmis par ce dernier à la DNP : outre le bilan financier, ce rapport évaluera la pertinence de la gestion du site au regard du schéma de gestion à l'aide des indicateurs sur lesquels le gestionnaire se sera engagé lors de sa demande de labellisation.

2 - RENOUVELLEMENT

Le label est renouvelé dans des conditions identiques à celles de son attribution.

3 - SUSPENSION ET RADIATION

A/ Pendant la durée de validité du label, le ministre chargé des sites, sur rapport de l'inspection générale chargée des sites et après avis de RGSF, peut procéder à la suspension ou au retrait du label en cas d'atteinte grave portée aux qualités patrimoniales du site ou de manquement caractérisé aux engagements pris.

B/ Le label est retiré de plein droit en cas de disparition de la structure de gestion, sauf transmission de ses engagements et compétences à une autre structure acceptée par le ministre.

ARTICLE 5 - MODALITES D'ATTRIBUTION

Le label est attribué par décision ministérielle ou par convention signée par le gestionnaire avec le ministre en charge des sites.

ARTICLE 6 - CONSTITUTION DU DOSSIER DE DEMANDE

Ce dossier constitue l'engagement du gestionnaire sur le maintien ou l'amélioration de l'état du site et plus généralement sur le projet de gestion du site à long terme. Il comportera :

1/ un état des lieux (état de référence)

- Il présentera le site et son identité générale, par unité paysagère et la première campagne de prises de vues d'un observatoire photographique du paysage du site, ou une campagne récente si l'observatoire existe déjà.

2/ un schéma de gestion du site

- Il précisera les enjeux et objectifs de gestion durable du site et les moyens et indicateurs de suivi proposés par le gestionnaire pour y parvenir

3/ la présentation des moyens techniques et financiers de gestion du site

- Elle donnera la composition de la structure de gestion et les compétences ou délégations de compétences dont dispose cette dernière pour tenir ses engagements – une présentation du fonctionnement général (budget, affectation des postes...) - la part des recettes affectée à l'entretien et à la gestion à long terme du site - le niveau de prestations et de services minimum offerts aux visiteurs

4/ les engagements du gestionnaire sur les moyens d'évaluation et de suivi

- Il s'engagera à présenter un rapport annuel et proposera des indicateurs d'évaluation tels que : enquête de satisfaction auprès des visiteurs, recours à une main-courante, comptage significatif de la fréquentation, fréquence des campagnes de reprises du vue de l'observatoire du paysage
- Il précisera le mode de concertation et d'information des populations locales et des visiteurs retenu.

ARTICLE 7 - UTILISATION DU LABEL

La dénomination "Grand site de France" est caractérisée par un emblème (logo) qui lui est associé. L'usage en est réservé aux gestionnaires de sites autorisés par la décision de labellisation du ministre en charge des sites ou par la convention signée. L'utilisation à fin exclusivement commerciale de la marque "grand site de France " est interdite.

La labellisation accordée entraîne une autorisation de principe du ministre pour l'utilisation de l'emblème par le gestionnaire du site lorsque la vente d'objets, de produits ou de services ainsi marqués contribue directement à l'entretien du site et que ces objets, produits ou services représentent une valeur éducative à l'environnement et une qualité de matière et de conception compatible avec l'image de qualité véhiculée par le label. Une dérogation au cas par cas est sollicitée pour tout autre objet, produit ou service. La dérogation est accordée pour une durée limitée qui ne peut excéder le nombre d'années restant à courir avant la date de renouvellement du label.

L'utilisation du label et de son emblème est souhaitable et autorisée sur les panneaux d'information et la signalétique du site ainsi que dans les usages de communication non commerciaux (papier à en-tête, site Internet, véhicules du gestionnaire, plaquettes d'information...) de la structure de gestion.



- ANNEXE 5

- ANNEXE 5 : Etude TAD – Positionnement de l'ERGC

« ... 4.2.3 Le préalable d'un « positionnement optimum » de l'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet

L'effet de levier de l'équipement sur le territoire sera d'autant plus efficace que l'équipement aura atteint une notoriété optimale. Cette notoriété est un enjeu de reconnaissance, une reconnaissance de l'extérieur et en permanence renouvelée.

Dans le cas de l'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet, il s'agit à la fois d'une reconnaissance scientifique, médiatique, culturelle, touristique.

La reconnaissance scientifique est un atout de la Grotte Chauvet en raison de la primauté donnée d'emblée à la conservation et la recherche.

Elle sera confortée par l'association des scientifiques à la définition, à la constitution et au fonctionnement de l'un des éléments du futur espace de restitution. L'enjeu dans ce domaine vise à lier un équipement culturel et la constitution d'un pôle scientifique pérenne.

La reconnaissance médiatique passera par un plan de communication cohérent autour de la liaison découverte/ restitution/ outil de développement culturel et scientifique/ insertion dans un développement territorial exemplaire.

La reconnaissance culturelle est déjà acquise par l'objet même de la découverte d'un musée naturel. Elle sera à conforter à travers le concept de la « première image » qui croise **origine de la création et civilisation de l'image**.

Au niveau français elle devra être renforcée par le lien avec un espace devenu un territoire de création et de développement culturel.

Au niveau international, cette reconnaissance passera par l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco, dans la dualité du site (Chauvet + Pont D'Arc/Gorges de l'Ardèche).

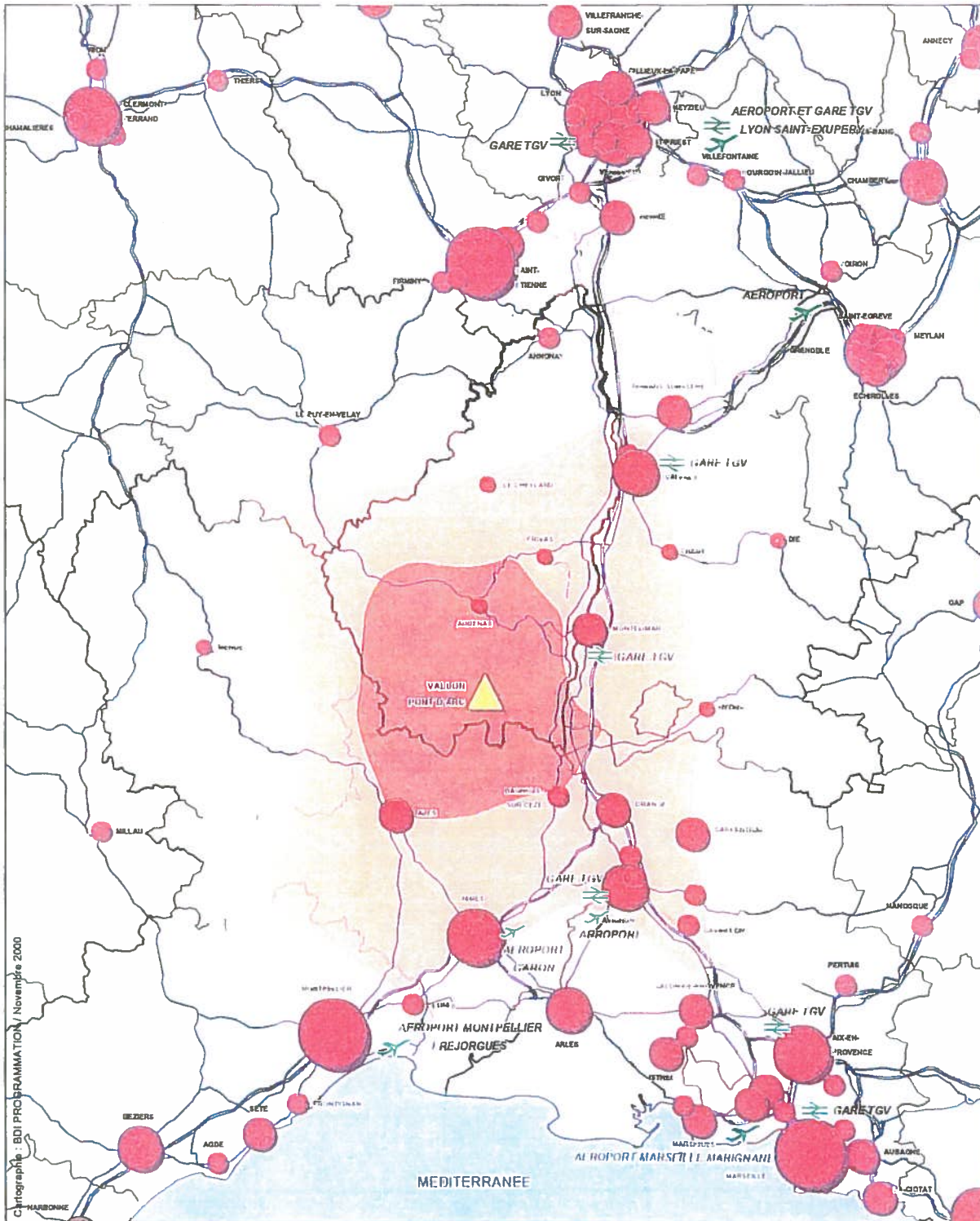
Cette inscription doit s'accompagner d'une réflexion entre développement culturel et développement global.

La reconnaissance touristique ne pourra être évaluée qu'après l'ouverture du site. Elle sera préparée par une démarche marketing, en premier lieu auprès des touristes déjà clients de la zone, et des actions de préfiguration.

Il s'agit là de cumuler des positionnements remarquables :

- ✓ positionnement préhistoire, origine de l'homme
- ✓ positionnement artistique (première image, enfance de l'art)
- ✓ positionnement site exemplaire (par son environnement, son excellence)
- ✓ positionnement portail d'une offre diversifiée (territoire sud Ardèche, Route Unesco, Grand Delta touristique, Grande Région réunissant le poumon vert de l'Europe, le Massif Central, la première région de montagne, les Alpes, et la Méditerranée)

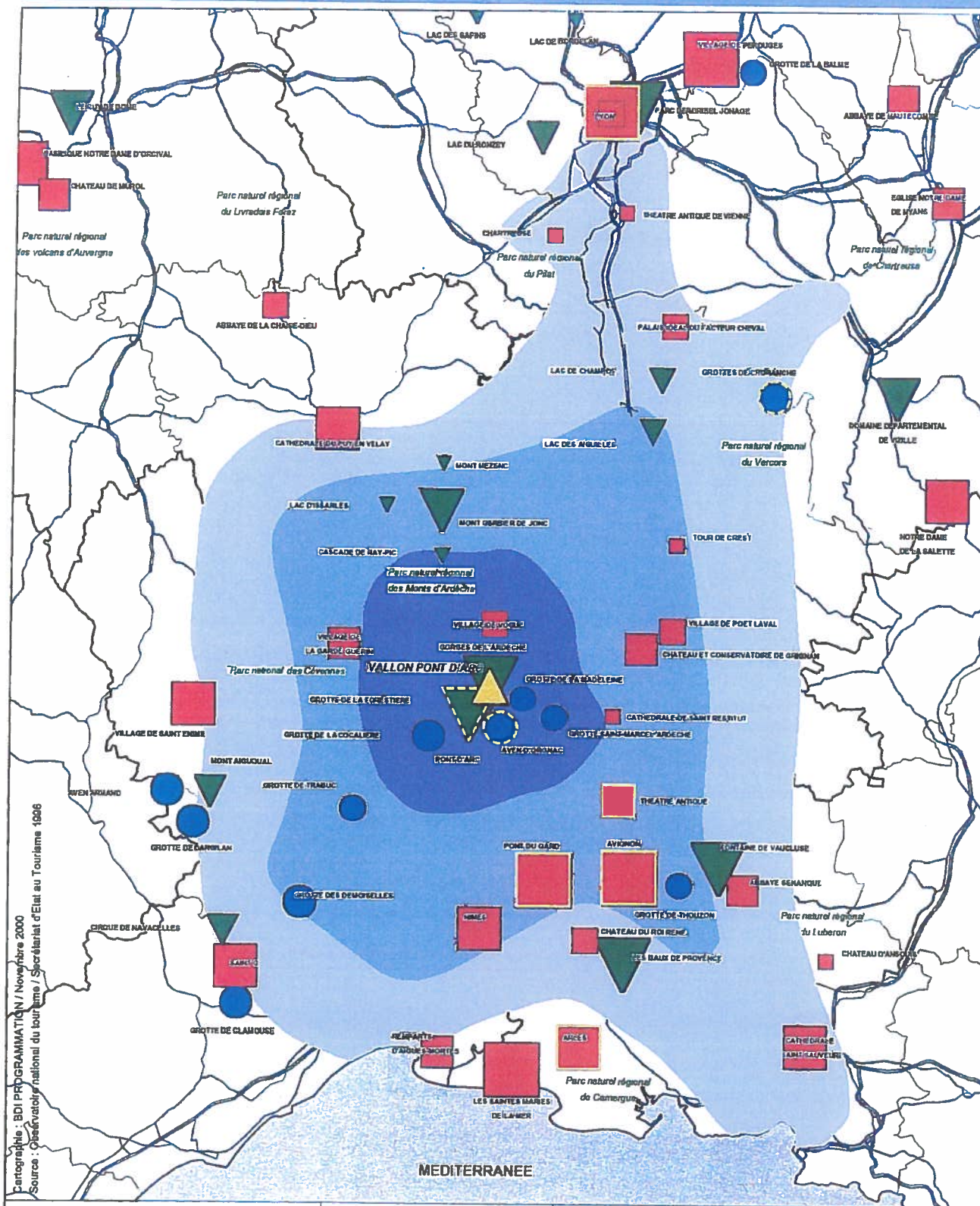
LES ZONES D'INFLUENCE






















Cartographie : BDI PROGRAMMATION / Novembre 2000

Population des communes	Limites et réseaux	Zones d'influence de Vallon Pont d'Arc
<p>RGP INSEE 1990</p> <p> 15 000 - de 15 000 à 25 000 25 000 à 50 000 50 000 à 100 000 100 000 à 200 000 200 000 à 800 000 </p>	<p> — Limite de région — Limite de département — Limite de l'Ardèche — Réseau routier </p> <p>0 15 30 km</p>	<p> Isochrone 2h00 environ Isochrone 1h30 Isochrone 45 min </p>

LES PRINCIPAUX SITES NATURELS ET CULTURELS



Sites touristiques		Limites et réseaux	Zones d'influence et Fréquentation	
 Patrimoine architectural	 Patrimoine inscrit UNESCO	 Limite de région	Isochrones	
 Grotte	 Grotte en projet d'inscription UNESCO	 Limite de département	Fréquentation (Nbre de visiteurs/an)	
 Site naturel	 Site naturel en projet d'inscription UNESCO	 Limite de l'Ardèche		
 Parc naturel		 Réseau routier		
		0 8 16 km	 2h00  1h30  45 min	 1 à 30 000  30 000 à 90 000  90 000 à 270 000  270 000 à 810 000  810 000 à 2 500 000

5 - Un projet de développement durable : Transformer une opportunité de site en ambition de territoire.

Comment « utiliser au mieux » une découverte et un équipement pour mettre en œuvre un projet d'aménagement du territoire d'intérêt national, régional, interrégional, interdépartemental : en se servant de l'Espace de Restitution comme levier de mutation de l'économie du territoire, à partir d'un concept spécifique et d'un aménagement pilote.

Cette démarche induit un choix de stratégie qui définit la colonne vertébrale du projet.

Un concept :

ce territoire est celui de l'exception culturelle dans l'exception naturelle

Principes d'ambition :

l'excellence, la mise en réseau, la gouvernance

5.1 Se servir de l'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet comme levier d'un développement global et durable :

- Penser globalement un territoire nouveau de développement
- Accélérer la levée des obstacles et des freins au développement

1) Penser globalement l'aménagement d'un territoire nouveau

- ✓ Le territoire nouveau est le »territoire d'ambition« retenu, c'est à dire celui sur lesquels s'appliqueront les principes d'un aménagement du territoire fédérateur. C'est aussi un territoire de solidarités. Le projet de territoire consiste en l'émergence d'un territoire Sud Ardèche .

Territoire de synthèse pour le Sud Ardèche, le territoire de projet est aussi un territoire de synthèse d'aménagement interdépartemental et interrégional. Territoire de solidarités internes à l'Ardèche Méridionale, territoire de synergies avec les territoires voisins, espace d'interrelation du grand Sud Est (Massif Central, Massif Alpin, Littoral Méditerranéen).

Sur ce territoire la mise en cohérence de projets multiples n'est pas suffisante pour faire un véritable projet de territoire. Pour cela il faut un projet ayant un impact sur l'ensemble du territoire, ayant des effets directs et indirects sur la majeure partie de l'espace sud ardéchois.

Ainsi, s'inscriront nécessairement les programmes et actions proposés dans cette perspective fédératrice. Ceux qui n'auront pas cette dimension seront du domaine de la compétence locale la plus proche. C'est l'application du principe de subsidiarité.

2) Accélérer la levée des freins et obstacles au développement

Le premier effet de levier réside dans la mobilisation de moyens exceptionnels permettant la réalisation d'un équipement structurant et un aménagement global du territoire d'impact.

Cette mobilisation doit contribuer à accélérer la levée des freins et obstacles qui pèsent sur le devenir de la zone :

- freins et obstacles liés aux questions d'accessibilité et de mobilité : réaliser un maillage complet d'infrastructures de niveaux complémentaires (transit, accès, desserte, mobilité spécifique)
- freins et obstacles liés au déficit de logement résidentiel : lancer un PLH

- freins et obstacles liés au **potentiel de formation** : mettre en place un plan de formation « mutation et nouveaux métiers »
- freins et obstacles limitant **l'attractivité du territoire** : initier un plan marketing liant marketing Espace de Restitution de la Grotte Chauvet et marketing du territoire

5.2 Un concept spécifique pour un développement pilote

5.2.1 De la spécificité

L'ambition pour ce territoire doit se traduire par un concept qui en rassemble la spécificité.

Cette spécificité est caractérisée par la rencontre, sur un même territoire d'une exception naturelle et d'une exception culturelle, exceptions à transformer en excellences :

- un territoire d'excellence naturelle et d'excellence culturelle

mais aussi,

- un territoire d'aménagement et de développement pilotes

mais enfin,

- un territoire de qualité (qualité de productions, qualité de vie)

Cette spécificité est aussi un défi.

Il s'agit là, au sein de l'espace européen, d'un territoire à la fois rural et touristique, à la fois en marge et relié au principal axe de déplacement européen, un territoire à géographie variable selon la lecture qui en est faite (marge d'une région française puissante, carrefour d'un ensemble régional de dimension européenne, le Grand Sud-Est français), un territoire confronté à la mutation de l'économie touristique, un territoire confronté à la double utilisation résidentielle (accueil et résidentiel pour des populations françaises et européennes).

L'ensemble de ces éléments justifie d'en faire un territoire d'expérimentation non seulement au niveau français mais aussi au niveau européen.

5.2.2 Du développement pilote

En quoi cet aménagement et ce développement pourraient être qualifiés de « pilote », c'est à dire à la fois un aménagement et un développement qui combinent expérimentation et exemplarité.

- Par un modèle de gouvernance, modèle de conduite de la mutation
- Par un modèle de cohérence entre valorisation, innovation, et mise en œuvre de la mutation

Gouvernance, maîtrise de la mutation, souci permanent de qualité et d'excellence, affirmation d'une identité de terroir et d'une qualité de vie, développement économique durable, tels sont les éléments de ce « modèle » sud ardéchois à réaliser.

1) La conduite de la mutation

Le projet de territoire ne saurait être un projet « parachuté » de l'extérieur, mais un projet qui, dès sa phase finale d'élaboration et à fortiori pour sa mise en œuvre sera le produit de l'ensemble des acteurs.

Il s'agit de faire partager l'ambition, de faire partager le projet, de faire partager la réussite. Le concept de développement durable intègre la nécessité d'une gestion partenariale.

Il s'agit de mener de front l'appropriation par tous de l'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet et l'appropriation collective d'un projet de territoire.

L'évolution de ce territoire depuis une trentaine d'années (l'entrée en offre touristique) est marquée par des réussites personnelles (en particulier dans l'économie touristique) et par des réussites collectives de filières (ex : la viticulture), réussites qui n'ont pas empêché une sorte d'impasse dans le développement global, réussites elles même aujourd'hui fragilisées par les évolutions (évolution dans la demande touristique, évolution dans l'économie viticole internationale).

L'enjeu central nous semble être de lier la prise de conscience d'un nécessaire projet collectif à la mutation vers un développement profitable à tous.

Ainsi la gouvernance est non seulement un outil d'une mutation réussie mais aussi la condition d'un développement plus solidaire non seulement entre les diverses composantes de ce territoire, mais aussi entre les divers acteurs économiques.

2) La mise en œuvre de la mutation

Entre la situation actuelle de l'économie de ce territoire et l'ambition d'une économie « redynamisée », base d'un développement durable, il s'agit de mettre en place une triple stratégie :

❖ une stratégie de maintien et de valorisation

1. maintien et valorisation des entreprises industrielles et artisanales existantes, création d'outils nouveaux dans la zone d'Aubenas, développement des services
2. valorisation des productions locales liées à l'activité agricole : viticulture, arboriculture, produits liés aux essences végétales, produits dérivés de l'élevage, sylviculture
3. conduite de la mutation touristique : du tourisme de rente estivale au tourisme durable à l'année

❖ une stratégie d'innovation

4. l'émergence de deux domaines d'innovation : l'économie de l'environnement et l'économie culturelle
5. la création d'un pôle de développement « beauté /santé, remise en forme, accueil des populations du troisième âge »

❖ une stratégie opérationnelle : la synergie réseaux - filières

C'est une stratégie opérationnelle de mise en réseaux qu'il faudra promouvoir ; réseaux d'entreprises, réseaux partenariaux, réseaux de financement, réseaux de villes, réseaux de patrimoine, réseaux d'infrastructures et de système de transports.

Ce système de réseaux est à mettre en synergie, à combiner avec la mécanique de filière, c'est à dire celle qui cherche à favoriser systématiquement le développement des activités économiques situées soit en aval, soit en amont des productions locales existantes.

Cette triple stratégie est précisée dans les fiches programmes. ... ».



- ANNEXE 6

- ANNEXE 6 : Articles de presse projets OGS et "d'Ensemble"

VALLON PONT D'ARC L'OPERATION GRAND SITE

Le 4 août 1993 le Ministère de l'Environnement, de l'Équipement et le SIVA (Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ardèche) signaient la Charte de mise en valeur de l'Opération Grand Site du Pont d'Arc et des Gorges de l'Ardèche.

La réalisation des premiers travaux, en particulier la réhabilitation des sanitaires des bivouacs de Gaud et Gournier, et la réfection d'une voie d'accès fin 1993, avait provoqué l'opposition d'associations locales contestant même la légalité des équipements.

Le tribunal administratif de Lyon vient de trancher (Le 22 juin 1994) très clairement dans cette affaire en rejetant les requêtes présentées par la FRAPNA (Fédération Rhône Alpes de la Protection de la Nature), demandant l'annulation du permis de construire et la condamnant à verser 1500 francs à la commune de St-Remèze ainsi qu'au SIVA. La défense des intérêts de la commune et du SIVA était assurée par Maître Champauzac, Avocat à Montélimar.

Cette décision fait suite à l'ordonnance du référé du Tribunal de Grande Instance de Privas du 3 février 1994 qui avait interdit à l'APGA (Association pour la Protection des Gorges de l'Ardèche), de faire entrave aux travaux.

Les deux décisions confirment que les aménagements engagés dans le cadre de l'Opération Grand Site, ont bien reçu toutes les autorisations administratives nécessaires au niveau départemental et national, et, que les équipements réalisés sont conformes aux permis de construire déposés.

Le projet Grand Site a été présenté par certains comme une opération de "Bétonnage" des Gorges de l'Ardèche, pour mieux servir les appétits des promoteurs. La réalité est tout autre : l'objectif premier est de mieux maîtriser l'important flux touristique qui traverse cette région 1,2 M de visiteurs sur la route touristique, 300.000 adeptes de la descente en canoë, 10.000 randonneurs. C'est

ainsi que différentes opérations sont prévues pour limiter l'impact de la fréquentation, réhabiliter certains sites dégradés, valoriser la connaissance de milieu.

Les seuls travaux à réaliser dans la Réserve Naturelle consistent à la réhabilitation des bâtiments et équipements sanitaires sur les aires de bivouac de Gaud et Gournier, pour les mettre en conformité avec la capacité d'accueil (250 places) telle qu'elle est prévue au décret de création de cet espace protégé. La réfection par bétonnage de la voie d'accès à l'aire de bivouac sans changer son profil et son gabarit, celle-ci étant exclusivement réservée aux véhicules d'entretien et de secours.

Pour assurer l'accueil du public, un point d'information sur la Réserve couplée avec l'entrée de la Grotte de la Madeleine est en cours d'aménagement sur la commune de St-Remèze.

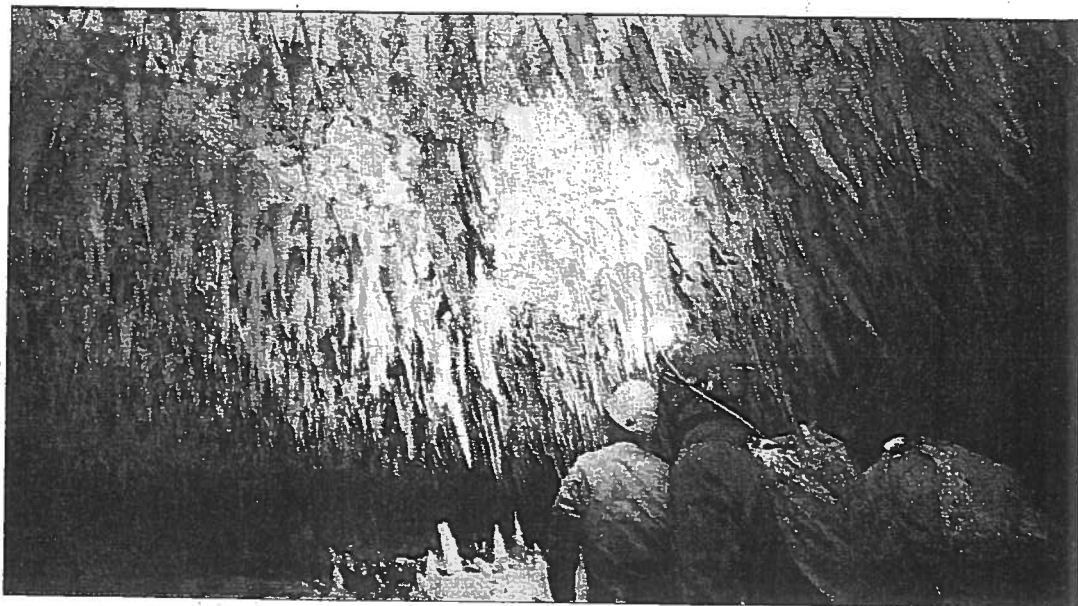
En ce qui concerne l'aménagement du Pont d'Arc, l'objectif est de redonner à ce site exceptionnel son caractère pittoresque, par l'intégration paysagère des parkings existants, la restructuration de la zone de mise à l'eau des canoës, la revégétalisation du site, l'aménagement des deux belvédères pour permettre une meilleure approche visuelle du Pont d'Arc.

L'Opération Grand Site ce n'est pas seulement des opérations de restructuration mais aussi la mise en place d'une zone tampon inconstructible de 5.000 hectares en bordure des Gorges de l'Ardèche, qui doit renforcer la préservation du Site. Une protection plus efficace des milieux naturels sensibles : dunes de sables, falaises, grottes avec une dotation de 810.000 Francs. Une connaissance accrue du milieu avec 750.000 francs en crédit pour mieux connaître l'écosystème des Gorges et assurer ainsi la conservation du patrimoine naturel.

C'est une réflexion sur le fonctionnement général de Gorges de l'Ardèche mais aussi du plateau qui le borde, et, la gestion future d'un ensemble plus vaste.

Chemins vers l'ivresse souterraine

La terre est une masse qui respire et qui vit. L'odyssée souterraine permet d'en prendre conscience en une étonnante communion



Equipés de tenues spéléologiques, sous la conduite d'un guide, les groupes vont passer 8 heures dans un décor de cristallisations, de concrétions et de salles gigantesques. Photo Fabrice ANTERION

Il y a un monde sur lequel nous dormons, travaillons, rions, là, en surface de la terre, sans forcément se douter qu'il existe une autre "dimension". Il ne s'agit pas du fameux monde du silence. Pas plus que d'espace. Le monde évoqué ici est accessible à tous. Il demande juste l'envie de voir et savoir. Il s'agit du monde souterrain. L'Aven d'Orgnac est un des fleurons des si nombreuses grottes de l'Ardèche méridionale. C'est un monde de beauté éternelle, calme, silencieux, quoique... Un monde que les mots étriqués ne peuvent décrire. C'est « beau, époustouflant, magnifique, giga, méga, grave » ! Les superlatifs sont insuffisants.

Ce monde minéral met véritablement dans un état "anormal". Vous le constaterez si vous vous y rendez. Vous serez littéralement envoûté en ressortant des lieux. Sous terre, nous sommes ailleurs. Nous sommes différents, comme ivres. Le regard de l'homme se pose et se plonge dans ces formes merveilleuses, résultat d'une alchimie que nous ne maîtrisons pas. Des gens passionnés, comme le guide diplômé Nicolas Legrand, donnent courageusement de leur cœur et de leur énergie. Cela pour que tous ceux qui le souhaitent, puissent découvrir les splendeurs que cache la terre. L'on bénéficie ainsi de toutes les commodités : ascenseur, lumières, rampes, passages balisés...

L'Odyssée souterraine est une formule découverte qui permet en fait

leur de vivre un grand moment. Elle dure de 6 à 8 heures. Le matériel est gracieusement prêté : bottes, lampe, combinaison, gants, etc.

L'enthousiasme se renforce au fur et à mesure que la terre accepte les visiteurs dans ses entrailles. Châtières, goulets, glissades dans la glaise sont les chemins vers une ivresse émerveillée qui entraîne vers d'autres éblouissements. Ivresse à consommer sans modération.

Les repères d'orientation sont perdus. La notion du temps s'évanouit. Heureusement le guide est là.

Le regard est absorbé par l'attention nécessaire pour marcher entre les balises afin d'essayer de ne rien casser dans ce palais cristallin de la terre. Nicolas explique le comportement à adopter, pour notre sécurité et pour le respect que nous devons à la grotte. De petites haltes permettent d'apprivoiser ce contexte. Elles permettent aussi d'admirer les plafonds d'excentriques, des plafonds de sabres, des ailes de papillons qui s'étirent par d'invisibles aspirations, des aiguilles creuses ou à pompons, des "araignées écrevisses", des spirales de cristal, des "oursins-fleur", des silhouettes hiératiques, comme des présences calmes qui sereinement saluent les visiteurs et observent.

Que de bonheur, et cela pendant... 6 à 8 heures... Le guide oriente complètement dans ce voyage magnifique avec pour seul bagage le livre ouvert minéral que la visiteur découvre avec sa

peau. Imprégnation subtile et sensible de la vie qui est tout simplement : vie, mouvement imperceptible, inéluctable. Parfois un son. C'est le bruit sec d'une goutte d'eau. Elle vient de se jeter de plus de 30 m sur une stalactite, éclaboussant de mille autres gouttelettes transparentes, son entourage. Lors d'un arrêt assis sur la glaise humide, nous nous laissons aller à compter l'âge des concrétions. Nous voudrions comprendre comment le temps, celui qui n'existe pas, place des rides de plus en plus profondes, des formes de plus en plus belles, sur ce que nous n'arrivons pas à engendrer au cours de notre vie. Les scientifiques essaient de donner un âge et un temps. La terre est une masse qui respire et qui vit. Là dans cette grotte ce sont des résultats de patience, de force, de calculs complexes répondant à des lois que la nature connaît, que l'homme essaie de décrypter.

Et puis, peu importe. De toutes façons ce ne sont que suppositions. Leur beauté nous est offerte dans une de ses expressions des plus belles avec toute la générosité de la nature.

Retour à la surface, et ça, c'est difficile. La chaleur nous attend... Nicolas doit nettoyer nos vêtements, les bottes, le casque. Dès demain il retournera voir ce monde silencieux et vivant.

Rens. 04 75 38 65 10. Fax 04 75 38 66 40. E-mail : infos@orgnac.com ou www.orgnac.com.

Maria-Françoise INCEPIN ■

Le grand canyon des écolos

Si la protection des gorges de l'Ardèche fait l'unanimité, les choix pour l'assurer divisent les élus et les amoureux du site

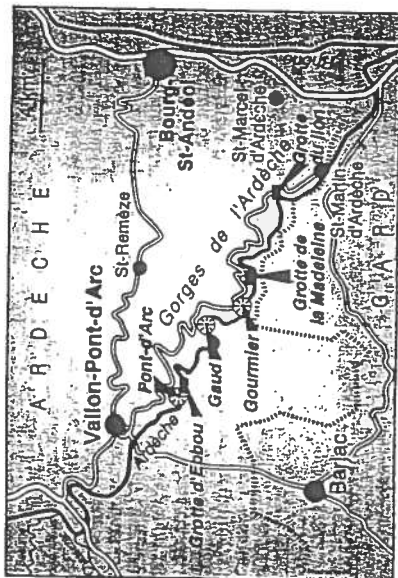
Comment conserver un site aussi rare et aussi beau que les gorges de l'Ardèche, tout en permettant aux amoureux de la nature de le fréquenter ? Il fut un temps, pas très éloigné, où ses hautes falaises, les calmes et les rapides de sa rivière, les truites de ses eaux et les aigles de son ciel étaient réservés à quelques dizaines d'Ardechois paysans et éleveurs de chèvres, chasseurs et pêcheurs bateliers habiles.

En 1963, une route touristique commença à ouvrir le paradis par le haut. Les foules vacancières se précipitèrent aux belvédères. Les premiers nudistes. — Allemands souvent — arrivèrent. Puis, étés après étés, toujours plus nombreux furent ceux qui se lancèrent à pied, mais surtout en canoë à la conquête du « majestueux canyon ».

Les souillures gagnèrent la rivière, les grottes et les zones arborées, en même temps que prospérèrent à l'entée et à la sortie des gorges les campings, les commerces et les locations de canoës. Un million de visiteurs, 16 000 000 canoëistes, 10 000 randonneurs : telles sont les dernières estimations d'une fréquentation aux couleurs européennes.

Le législateur protégea au fur et à mesure les lieux les plus menacés. Déjà en 1947 la grotte d'Ebbou — et ses gravures préhistoriques — était classée monument historique. La grotte du Lion suivait en 1978. Le 14 janvier 1980, les gorges de l'Ardèche — de Saint-Martin près du Rhône à Vallon — devenaient « réserve naturelle » et l'arche triomphale du Pont-d'Arc « site classé » le 24 février 1982. Dix ans après, il fallait plus encore. Les gorges étaient inscrites — avec la pointe du Raz, le cirque de Gavarnie, la vallée de la Dordogne, Brouage et sa forteresse — dans les cinq premières « opérations grands sites » au niveau national, afin de réhabiliter le site, de maîtriser la fréquentation et d'améliorer la qualité de l'accueil.

En août 1993, le SIVA (syndicat inter-régional de la vallée de



l'Ardèche) était désigné comme maître-d'œuvre de l'ensemble des opérations de la charte, s'élevant à 21 700 000 francs, dont 14 % à la charge du conseil régional, 25 % à l'Etat, 19 % à l'Union européenne. L'exécution de ce grand projet de réhabilitation et de protection est en cours. Près de la grotte de la Madeleine, la Maison de la réserve est construite. Les accès de secours à Gourmier et à Gaud — deux des cinq lieux de bivouac autorisés pour une nuit seulement au bord de la rivière — sont réalisés ainsi que la signalétique relative à la réglementation de la réserve.

L'appel aux experts

Au bruit des pelleuses, des bulldozers et des bétonneuses, les militants de l'Association de protection des gorges de l'Ardèche (APGA) ont crié au massacre. Défenseurs de l'intégrité des gorges, ils sont convaincus que la « logique-BTP » (bâtiment et travaux publics) des élus du SIVA vont les transformer en un boulevard touristique. « A-t-on comencé à transformer le paradis en chantier ? La charte de mise en valeur des sites protégés du Pont-d'Arc et des gorges n'est-elle qu'un chiffon de papier ?

sont positifs pour « la limitation de la pénétration par véhicule » et « l'effort fait pour la signalétique ». L'équipement des bivouacs en sanitaire et en barbecues est un mal nécessaire... faut-il encore le limiter. En conclusion du rapport de M. Liederman, les erreurs ou maladroites ne justifient pas la remise en cause de l'opération grands sites, mais incitent à la vigilance.

Il faut « resserrer les boulons à certains niveaux », soutient le professeur Philippe Lebreton, conseiller régional (GE). « Le projet grands sites, correctement suivi et appliqué, offre la possibilité de contraindre les élus du SIVA à mettre en place enfin une gestion respectueuse du site classé et de la réserve naturelle, et de maîtriser ainsi les réels problèmes de dégradation touristique actuelle », a expliqué son collègue du conseil régional, élu de l'Ardèche, Pierre Courouble.

Ces élus régionaux proposent de suivre et de contrôler sur le terrain la mise en œuvre du projet par un renforcement du rôle du comité scientifique, par la mise en activité du comité consultatif de la réserve naturelle et par la mise en place d'un comité de suivi indépendant. Ils devraient compléter le projet par des actions comme un volet d'informations du public sur la réserve, la gestion et la protection de la zone périphérique, la protection de l'aigle de Bonelli, l'enfouissement des lignes électriques de Gaud et des études scientifiques sur l'environnement...

Quotas et redevances

Reste enfin aux yeux des élus écologistes le principal enjeu pour la gestion du site : la maîtrise du flux de canoëistes et la fixation d'une redevance pour « service rendu ». Des négociations sont en cours entre le responsable de la réserve naturelle et les loueurs de canoës afin de trouver « un système de limitation

du nombre de départs » et d'intégrer au règlement de la location de canoës « le paiement d'une redevance donnant accès aux bivouacs ». Cette mesure, si elle est retenue, sera difficile à appliquer pour les canoëistes libres et les randonneurs pédestres, même avec des « gardiens verts », qui pourraient être des jeunes du contingent. Si la défense des gorges fait en Ardèche l'unanimité, les moyens pour l'assurer divisent aussi bien les élus que les acteurs associatifs. L'instauration du péage est jugée par certains « injuste, inefficace et inapplicable ». Les associatifs qui fréquentent les gorges avec leurs élèves en canoë défendent un double projet : apprendre l'amour et le respect aux prati-

Un ensemble grandiose...

« Le majestueux canyon s'enfonce de près de 300 mètres dans les calcaires du Pont d'Arc de Bonelli et il s'allonge sur plus de 35 kilomètres, de l'arche géante du Pont d'Arc à la vallée du Rhône... Sous un ciel dont la clarté annonce la Méditerranée toute proche, c'est un des plus beaux et des plus attrayants paysages karstiques du monde. » Ainsi s'enthousiasme le professeur Pierre Elouard dans la plaquette publiée en 1982 sous le titre la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche par la commission scientifique de la réserve. Il est vrai que les gorges de l'Ardèche n'ont cessé de susciter les qualificatifs les plus élogieux : « paysage incomparable », « ensemble unique », « pays hors du monde pour les vacances de la liberté ».

De plus, elles sont d'un grand intérêt écologique. Elles abritent de nombreux mammifères et une centaine d'espèces d'oiseaux — plusieurs

quants et en particulier à la jennesse, étendre le domaine ardechois des eaux vives à l'Ardèche moyenne et à ses affluents — le Chassezac et la Beunne —, rivières quasiment inconnues et pourtant passionnantes à fréquenter. Mais nombreux sont les amoureux du canyon qui doutent que cela soit suffisant pour maîtriser la fréquentation des gorges elles-mêmes. Ils constatent au contraire que la saison ne cesse de s'allonger, au printemps et à l'automne, et que l'été pour autant ne cesse de se densifier. Seule la fixation de quotas journaliers permettrait de protéger un grand site victime de sa beauté

ANDRÉ GRIFFON

A. G.

Le retour du pape de l'écologie européenne

GORGES DE L'ARDÈCHE.

Après les oiseaux migrateurs, Franz Weber est revenu en Ardèche pour sauver les gorges, le Pont-d'Arc et la grotte Chauvet. Un événement qui crée un nouveau rebondissement dans l'affaire de la grotte.

● EN PAGE 6

Le devoir d'ingérence écologique

GORGES DE L'ARDÈCHE. Franz Weber et sa fondation de 200 000 membres demandent à l'Unesco l'inscription de la réserve naturelle, du Pont-d'Arc et de la grotte Chauvet sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité. Il réclame, avec les associations écologistes régionales, des décisions de protection au chef de l'Etat ainsi qu'au premier ministre. Haro notamment sur l'emplacement du projet d'espace de restitution de la grotte Chauvet...

Et voilà Franz Weber en Ardèche méridionale, avec sa passion, sa fougue et surtout sa formidable "machine" à défendre les causes perdues... ou qui semblent l'être. En mars dernier en effet, le grand public avait découvert ce "pape de l'écologie européenne", Franz Weber et Alain Bougrain Dubourg de la Ligue de protection des oiseaux s'étaient rendus avec des ornithologues et des naturalistes, sur le col de l'Escrinet, emblème du conflit chasseurs-associations écologistes afin de prendre à témoin la presse internationale à propos du "braconnage" des oiseaux migrateurs. Rebelote aujourd'hui avec la même méthode mais pour une autre cause ; la défense des Gorges de l'Ardèche, de son Pont-d'Arc et de sa combe abritant la grotte Chauvet. Un car de journalistes de France et d'Europe va découvrir l'opposition de la Frapna Ardèche et de l'association de protection des gorges de l'Ardèche (Apga) au site d'implantation du futur espace de restitution.

Mais pourquoi un citoyen suisse intervient-il dans un tel débat ? C'est Franz Weber lui-même qui lance l'interrogation et qui... apporte ses réponses. « Depuis 37 ans, je mène des batailles pour l'environnement », explique-t-il et le "palmarès" est plutôt impres-

sionnant : les Baux de Provence, la campagne des bêtes phoques, les forêts alluviales du Danube, Delphes (lire ci-dessous). Les Gorges de l'Ardèche ? « C'est un chef d'œuvre comparable à Delphes. La grotte Chauvet, le Pont-d'Arc, les Gorges forment un ensemble extraordinaire. Après la saturation du littoral, on se jette sur l'arrière-pays où il y a, en plus de la beauté des paysages, la culture, à qui on veut faire rapporter de l'argent comme à une prostituée ». Franz Weber assure que son intervention est « un hommage à la France, riche en paysages et

« Seul un tollé international sera capable d'empêcher la catastrophe »

en culture » et « ce qui se passe ici regarde chaque citoyen sensible, raisonnable ».

Le dossier de l'espace de restitution de la grotte Chauvet n'avait certainement pas besoin de ce nouveau rebondissement et d'une telle "contre-pub". Il va falloir désormais ramer à contresens pour convaincre l'opinion internationale du bien-fondé de la démarche.

Michel Pivert de l'Apga est celui qu'on surnomme le "chien de

garde des Gorges" : l'homme irrité, dérange et bouscule toutes les certitudes, s'appuyant sur l'arme juridique pour contraindre ce qu'il considère comme des débordements. Il connaît parfaitement l'histoire des Gorges de l'Ardèche, il fut de ceux qui ont vécu de près la création de la réserve naturelle. Selon Michel Pivert « la pression des investisseurs, tant publics que privés, se fait lourdement sentir sur toute la zone des Gorges de l'Ardèche et menace gravement leur conservation en tant qu'espace naturel exceptionnel ». Pas de doute : la mobilisation de l'opinion publique européenne est désormais nécessaire pour faire barrage à cet exemplaire coup de force de l'esprit de marchandisation du monde (...). Il a fait longuement la démonstration de ses dires, hier, lors d'une conférence de presse au Cros d'Auzon.

François Jacquemard de la Frapna Ardèche est celui qui a fait appel à Franz Weber et à la puissance de sa fondation, en urgence, alors que la déclaration d'utilité publique de l'espace de restitution doit être prononcée prochainement. Dans son "collimateur" notamment, le technicien en charge de l'espace de restitution.

A ses côtés Jeanine Ollier, propriétaire du site de la Mathe à Vallon-Pont-d'Arc, là où doit s'ériger l'espace de restitution. Une



À l'image des positions concernant le migrateur en mars dernier, Franz Weber (à droite sur la photo en compagnie d'Alain Bougrain Dubourg) a décidé d'apporter sa force de frappe aux combats des associations écologistes régionales.

Photo archives Agi

propriétaire plutôt fermement opposée à toute transaction avec la collectivité, fidèle en ce sens à l'attitude familiale tout au long de

ces dernières années concernant ces terrains en bordure du grand site du Pont-d'Arc.

La "machine" médiatique est lan-

cée. Le projet d'espace de restitution saura-t-il résister à un nouveau coup de boutoir ?

Patrick CORTES ■

Le courrier au Premier ministre

En date du 5 décembre dernier, la fondation a fait parvenir ce courrier à Lionel Jospin :

« Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur les dangers qu'encourent les célèbres Gorges de l'Ardèche. Parmi les éléments marquants de ce site prestigieux se distingue l'illustre Grotte Chauvet, découverte en 1984, réputée être la plus ancienne des grottes ornées connues (moins 32 000 ans). Ses somptueuses peintures murales, dont la réputation a fait le tour du monde, ont radicalement transformé la vision que les préhistoriens avaient de l'art pariétal (...).

En effet, c'est à l'entrée même des Gorges de l'Ardèche, à proximité du célèbre Pont-d'Arc, aux limites de l'espace protégé que, selon une décision de l'ancienne municipalité de Vallon-Pont-d'Arc, devrait s'implanter la copie conforme de la grotte Chauvet.

• La Réserve naturelle des Gorges de l'Ardèche d'une superficie de 1 600 ha seulement, donc réduite au simple canyon, ne bénéficie pas d'une zone périphérique qui soit non urbanisable et protégée de manière réglementaire pourtant prévue par la loi.

• Rajouter 600 000 visiteurs par an à un site naturel sensible déjà totale-

ment saturé en été (c'est le premier site touristique de France hors littoral), initier, par des aménagements publics de grande importance et par l'implantation de multinationales du tourisme, une urbanisation exactement au ras de la RNGA, c'est ouvrir la porte à la transformation de cet espace unique au monde en un banal parc de loisirs (...).

• Devant ces menaces, les défenseurs ardéchois ont fait appel à notre Fondation, réputée pour ses campagnes efficaces et victorieuses en faveur de sites d'importance mondiale.

• C'est pourquoi la fondation Franz Weber s'engage aux côtés des associa-

tions régionales, afin d'obtenir :

- la démolition du lieu de reconstruction de la grotte Chauvet
- l'établissement d'une zone de protection légale, conforme au périmètre précédemment établi en concertation entre l'Etat et les collectivités locales lors de la création de la RNGA, mais jamais finalisée

- l'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco de l'ensemble de la RNGA, sa zone périphérique de protection, le site classé du Pont-d'Arc et la grotte Chauvet

- Une analyse critique des actes de l'administration et des collectivités concernant cette zone. ■

Franz Weber digest

- naissance à Bâle en 1927
- de 1961 à 1971, grand reporter
- 1965, campagne contre un projet d'urbanisation en Suisse
- 1971/72, intervient aux Baux de Provence contre la défiguration du site
- 1972, au secours du vignoble de Lavaux au bord du Léman
- 1973, contre une bretelle autoroutière
- 1975, fonde la "fondation Franz Weber"
- 1976/77, contre la chasse aux phoques au Canada
- 1979, sauve le site historique de Delphes en Grèce d'un gigantesque projet d'industrialisation

- 1980, contre la vivisection
- 1982, contre une autoroute dans le Simmental
- 1983/84, au secours des forêts alluviales du Danube contre un projet de centrale électrique
- 1986, contre le défrichement des forêts africaines
- 1988, contre le massacre hélicoporté de chevaux en Australie
- 1990, le togo confie à la fondation la gestion du parc de Fazo Maltakassa

Les actions que Franz Weber a menées, depuis 1965, en faveur de l'environnement et des animaux dépassent la centaine. ■

GROTTE CHAUVET L'espace de restitution au centre d'une polémique

On peut se poser la question de savoir si l'Espace de restitution de la grotte Chauvet, que le conseil général souhaite voir ouvrir en 2005, n'aurait pas du plomb dans l'aile avant même qu'on en ait posé la première pierre.

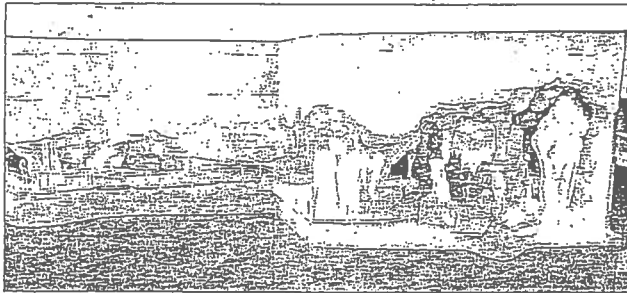


Les relations sont tendues entre maître d'œuvre et maître d'ouvrage.

La grotte Chauvet découverte il y a déjà dix ans est le fruit d'un désaccord entre l'architecte François Seigneur et le conseil général de l'Ardèche par la voix de son président Michel Teston. Un vrai dialogue de sourds.

ESPACE DE RESTITUTION DE LA GROTTTE CHAUVET

L'architecte menacé de rendre son tablier



Le dossier d'Espace de restitution de la grotte Chauvet est loin d'être fini. François Seigneur dénie toute responsabilité dans cette affaire.



« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

Pour Michel Teston, François Seigneur "connaît de graves difficultés d'organisation"

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »



« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

« Je constate que ce qu'on aurait dû faire en un an, on ne l'a toujours pas fait en trois. Ce n'est plus possible... »

2/7/2004

DAUPHINE LIBERE



La grotte Chauvet devant le tribunal administratif

Le tribunal administratif de Lyon a abordé hier dans sa séance le recours engagé par Emmanuel Avon, ancien directeur du projet de restitution de la grotte Chauvet, contre l'avenant n°1 qui allouait une somme complémentaire à la maîtrise d'œuvre François Seigneur/Sylvie Deladure. La commission permanente du conseil général de l'Ardèche l'avait entériné en septembre 2001. Dans ses conclusions, le commissaire du gouvernement a demandé l'annulation de cette décision. Le jugement sera rendu dans le courant de la semaine prochaine.

LA DAUPHINE LIBRE - 10/07/2004 - 10/07/2004



- ANNEXE 7

Programme

Jendredi 17 juin 2004

matinée

9h00 **Accueil**
par les personnalités locales et régionales

9h15 **Ouverture**
Michel JANTZEN, président d'honneur de la section française de l'icomos
Ambroise GUELLEC, ancien ministre, président du Réseau des Grands Sites de France

Pierre MIRABAUD, préfet de la région Picardie

Président de séance : Jean-Louis LUXEN, président de « Culture, Héritage & Développement-International »

Les valeurs du patrimoine : quelles valeurs partager ?

10h15 Nancy BOUCHÉ, vice-présidente de la section française de l'icomos
Valeurs et conflits de valeurs autour du patrimoine

Comment partager les valeurs?

10h30 Pierre-Yves GUIHENEUF, association Geyser, responsable du programme
« Concertation et médiation environnementale »

11h00 *Consultation, médiation, de quoi parle-t-on ?*
• Grand site de Solutré-Pouilly-Vergisson (Bourgogne)
Gérard VOISIN, député, président du syndicat mixte de valorisation du grand site de Solutré-Pouilly-Vergisson

11h20 *Décloisonner les disciplines et les échelles de perception*
Michel LE BERRE, professeur à l'université de Lyon / CNRS - socio-écologie & conservation
La colline royale d'Ambohimanga (Madagascar) du patrimoine national au patrimoine mondial

Consulter les habitants...

Contributions de :
11h45 • Grand site du Puy-Mary - Volcan du Cantal (Auvergne)
Marie-Simone CHANSON, maire de Dienne
Bertrand GAUVRIT, directeur du syndicat mixte du Puy Mary
Concertation ou contestation : le début d'un partage
12h05 • Grand site de Saint-Guilhem-le-Désert (Languedoc-Roussillon)
Louis VILLARET, président de la communauté de communes « Vallée de l'Hérault »
et Isabelle MOULIS, ethnologue, consultante bureau d'études « Hommes et territoires »
Un village et des espaces naturels visités et à visiter, mais aussi vécus et à vivre

12h30 débat

13h00 déjeuner

Vivre dans un grand site

Le pari du développement durable

séminaire international

Baie de Somme - 17, 18 & 19 juin 2004

Jeudi 17 juin 2004

après-midi

Les habitants participent...

Président de séance : Jean-Marc MICHEL, directeur de la nature et des paysages, ministère de l'écologie et du développement durable

Contributions de :

- 14h30 Simon SMITH, New Forest District Council Forestry Commission (Grande-Bretagne)
Le cas de New Forest
- 15h00 Lassana Cissé, chef de la mission culturelle de Bandiagara, ministère de la culture (Mali)
Décentralisation et enjeux du tourisme culturel au Pays dogon
- 15h30 Graham BROOKS, président, comité international de l'icomos pour le tourisme culturel
Indigenous communities living with tourism - The Australian experience
- 16h00 Sandrine GUIHENEUF, Dominique GIRET, chargés de mission au parc interrégional Marais poitevin (Poitou-Charentes - Pays de la Loire)
- 16h30 débat
- 17h00 **Conclusions de la journée : les conditions du partage des valeurs**
Pierre-Yves GUIHENEUF, association Geyser, responsable du programme
« Concertation et médiation environnementale »
- 17h15 **intervention de Serge LEPELTIER, Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable**
- 17h45 clôture de la journée
- 18h00 *Assemblée générale du Réseau des Grands Sites de France*

Vivre dans un grand site

Le pari du développement durable

séminaire international

Baie de Somme - 17, 18 & 19 juin 2004

Vendredi 18 juin 2004

matinée

9h00 **La baie de Somme : l'Opération grand site, un projet de territoire**
Jean-Christian CORNETTE, directeur du Syndicat mixte pour l'aménagement de la côte picarde (SMACOPi)

9h30 **Visite thématique de la baie de Somme**
avec les partenaires locaux et régionaux
Trois visites de terrain par groupes illustrant les questions traitées dans le séminaire

12h30 déjeuner

après-midi : **Grands sites et économie locale : quelles inter-relations ?**

Président de séance : Patrick LANSMAN, sous-directeur des politiques touristiques, ministère délégué au tourisme

14h00 Anne VOURC'H, Urbanis, coordinatrice Réseau des Grands Sites de France
Grands sites et économie locale : le bilan du Réseau des Grands Sites de France

Économie locale et mise en tourisme des grands sites

- 14h20 • Saint-Émilion (Aquitaine)
Michel BORJON, directeur, bureau d'études Grahal
- 14h40 • L'approche d'un tourisme responsable
René JARRY, sociologue, association Passages-voyage
Développement durable et voyage équitable et solidaire

Inscrire un grand site dans une économie locale

- 15h10 • Grand site de la dune du Pilat (Aquitaine)
Gérard RUIZ, délégué au tourisme et au développement durable, La Teste de Buch

Quand le site est moteur de l'économie locale

- 15h30 • Les Baux-de-Provence et le massif des Alpilles (Provence)
Gérard JOUVE, maire des Baux
- 15h50 • Luang Prabang (Laos)
Yves DAUGE, sénateur maire de Chinon
- 16h20 • Bialowieza National Park as factor stimulating local sustainable economy (Pologne)
Bogdan JAROSZEWICZ, directeur-adjoint du parc national

16h50 **Conclusions de la journée :**
Minja YANG, chargée de mission auprès du sous-directeur général pour la culture de l'UNESCO, directrice des projets spéciaux

17h20 débat

Vivre dans un grand site

Le pari du développement durable

séminaire international

Baie de Somme - 17, 18 & 19 juin 2004

Samedi 19 juin 2004

matinée

Président de séance : Emmanuel LOPEZ, directeur du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

- 9h00 **Les sites de mémoire : produit touristique ou valeur sociale ?**
Côme WERMERSCH, directeur du comité départemental du tourisme de la Somme
Les sites des champs de bataille et leur mise en tourisme

Table ronde : comment réussir le pari du développement durable dans les grands sites ?

- 9h30 Jérôme BIGNON, président du Syndicat mixte pour l'aménagement de la côte picarde (SMACOP)
Daniel DUBOIS, président du Conseil général de la Somme
Dominique FALCOU, délégué régional Picardie, fondation Gaz de France
Claude GEWERC, président du Conseil régional de Picardie
Christine GROSJEAN, Chamyna-Sylva, représentant l'association Agir pour un tourisme responsable
Bernard KALAORA, professeur de sociologie à l'université Jules Verne, Amiens
Odile MARCEL, philosophe, professeur à l'université Lyon III
Laurent ROY, directeur régional de l'environnement de Picardie

- 11h00 **Recommandations du séminaire**
Jean-Pierre THIBAUT, animateur du groupe de travail « grands sites », membre du Bureau de la section française de l'icomos
Ambroise GUELLEC, président du Réseau des Grands Sites de France

- 11h15 **Les relations entre les visiteurs, les habitants et le site : les préconisations de l'UNESCO**
Azedine BESCHAOUCH, membre de l'Institut, ancien président du comité du patrimoine mondial, chargé de mission auprès du sous-directeur général pour la culture de l'UNESCO

- 12h **Clôture**